



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

MISSION DES ARCHIVES

**ARCHIVES**

**DES**

**SERVICES DU PREMIER MINISTRE**

**CABINET DES MINISTRES DELEGUES ET  
SECRETAIRES D'ÉTAT RATTACHES  
AU PREMIER MINISTRE**

**État thématique des versements  
conservés aux Archives nationales**

PARIS

2020

## SOMMAIRE

<b>AIDE AUX VICTIMES .....</b>	<b>6</b>
JULIETTE MEADEL (2016-2017).....	6
<b>DECENTRALISATION .....</b>	<b>7</b>
ANNE-MARIE ESCOFFIER (2012-2014) .....	7
<b>DROITS DES FEMMES .....</b>	<b>10</b>
NICOLE PASQUIER (1976-1978).....	12
MONIQUE PELLETIER (1978-1981) .....	12
YVETTE ROUDY (1981-1986) .....	14
MICHELE ANDRE (1988-1991).....	14
<b>DROITS DE L'HOMME, ACTION HUMANITAIRE.....</b>	<b>15</b>
CLAUDE MALHURET (1986-1988) .....	15
XAVIER EMMANUELLI (1995-1997).....	15
<b>ÉCONOMIE SOCIALE .....</b>	<b>18</b>
JEAN GATEL (1984-1986).....	18
<b>ÉGALITE DES CHANCES .....</b>	<b>19</b>
AZOUZ BEGAG (2005-2007) .....	19
<b>EGALITE REELLE.....</b>	<b>22</b>
ERICKA BAREIGTS (2016).....	22
<b>EXTENSION DU SECTEUR PUBLIC (NATIONALISATIONS).....</b>	<b>24</b>
JEAN LE GARREC (1981-1982) .....	24
<b>FONCTION PUBLIQUE ET REFORME DE L'ETAT .....</b>	<b>26</b>
LOUIS JOXE (1962-1967) ET EDMOND MICHELET (1967-1968).....	30
JEAN-FRANÇOIS DENIAU (1980-1981).....	30
ANICET LE PORS (1981-1984) .....	30
JEAN LE GARREC (1984-1986) .....	31
HERVE DE CHARETTE (1986-1988).....	31
CAMILLE CABANA (1986-1988).....	32
MICHEL DURAFOUR (1989-1991) .....	32
JEAN-PIERRE SOISSON (1991-1992).....	32
ANDRE ROSSINOT (1993-1995) .....	33
JEAN PUECH (1995).....	33
DOMINIQUE PERBEN (1995-1997).....	33

ÉMILE ZUCCARELLI (1997-2000).....	34
MICHEL SAPIN (2000-2002).....	35
JEAN-PAUL DELEVOYE (2002-2004) .....	37
RENAUD DUTREIL (2004-2005) .....	38
ERIC WOERTH, SECRÉTAIRE D'ÉTAT (2004-2005) .....	39
CHRISTIAN JACOB (2005-2007) .....	40
ERIC WOERTH, FRANÇOIS BAROIN, ANDRE SANTINI, GEORGES TRON ET FRANÇOIS SAUVADET (2007-2012).....	41
MARYLISE LEBRANCHU (2012-2016) .....	41
ANNICK GIRARDIN (2016-2017) .....	43
THIERRY MANDON, SECRETAIRE D'ÉTAT (2014-2015).....	44
CLOTILDE VALTER, SECRETAIRE D'ÉTAT (2015-2016).....	45
JEAN-VINCENT PLACE, SECRETAIRE D'ÉTAT (2016-2017).....	45
<b>FORMATION PROFESSIONNELLE .....</b>	<b>47</b>
PAUL DIJOURD (1973-1974), PAUL GRANET (1974-1976) ET JEAN-PIERRE SOISSON (1976).....	47
MARCEL RIGOUT (1981-1984).....	48
<b>FRANCOPHONIE .....</b>	<b>49</b>
LUCETTE MICHAUX-CHEVRY (1986-1988).....	49
<b>INFORMATION ET COMMUNICATION.....</b>	<b>50</b>
MINISTERE DE L'INFORMATION (1918-1940).....	51
MINISTRES DE L'INFORMATION (1937-1981).....	51
GEORGES FILLILOUD (1981-1986).....	53
<b>PLAN ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, POLITIQUE DE LA VILLE.....</b>	<b>56</b>
OLIVIER GUICHARD (1968-1969) .....	59
MICHEL ROCARD (1981-1983) .....	59
JEAN LE GARREC (1983-1984) .....	60
GASTON DEFFERRE (1984-1986) .....	60
JACQUES CHÉRÈQUE (1988-1991) .....	62
MICHEL DELEBARRE (1991-1992).....	62
ANDRE LAIGNEL (1991-1993) .....	63
JEAN-CLAUDE GAUDIN (1995-1997) .....	63
JEAN-PAUL DELEVOYE (2002-2004) .....	63
MICHEL MERCIER (2009-2010) .....	64
<b>PLAN DE RELANCE .....</b>	<b>65</b>
PATRICK DEVEDJIAN (2008-2010).....	65
<b>PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT .....</b>	<b>67</b>

LAURENT WAUQUIEZ, SECRETAIRE D'ÉTAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT (2007-2008).....	67
<b>PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS.....</b>	<b>68</b>
HAROUN TAZIEFF (1984-1986).....	68
<b>PROSPECTIVE ET DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE.....</b>	<b>69</b>
ÉRIC BESSON (2007-2009).....	70
NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET (2009-2010).....	71
<b>QUESTIONS SOCIALES EN ALGERIE .....</b>	<b>72</b>
NAFISSA SID-CARA (1959-1962) .....	72
<b>RAPATRIES .....</b>	<b>73</b>
RAYMOND COURRIERE (1981-1986).....	73
ANDRE SANTINI ET CAMILLE CABANA (1986-1988) .....	74
ROGER ROMANI (1993-1995) .....	74
<b>RELATIONS AVEC LE PARLEMENT .....</b>	<b>76</b>
ANDRE PHILIP (1943-1944) .....	79
LOUIS TERRENOIRE (1961-1962) .....	79
ANDRE LABARRERE (1981-1986) .....	79
ANDRE ROSSINOT (1986-1988) .....	80
JEAN POPEREN (1988-1992) .....	80
LOUIS MERMAZ (1992-1993).....	80
PASCAL CLEMENT (1993-1995).....	80
ROGER ROMANI (1993-1995) .....	81
DANIEL VAILLANT (1997-2000) .....	81
JEAN-JACK QUEYRANNE (2000-2002) .....	81
HENRI CUQ (2004-2007) .....	82
<b>SAHARA ET OUTRE-MER.....</b>	<b>83</b>
LOUIS JACQUINOT (1958-1962) .....	83
<b>SOLIDARITES ACTIVES CONTRE LA PAUVRETE ET JEUNESSE ...</b>	<b>84</b>
MARTIN HIRSCH (2007-2010).....	84

## INTRODUCTION

Dans chaque gouvernement, plusieurs ministres et secrétaires d'Etat ont un lien privilégié avec le Premier ministre en raison de leurs attributions, qui correspondent en général :

- au domaine directement lié aux activités du Premier ministre, à son rôle de coordination et aux services administratifs rattachés à Matignon (par exemple les Relations avec le Parlement, mais également, régulièrement, la Fonction publique ou la Réforme de l'Etat);
- à des priorités politiques ou conjoncturelles (par exemple Affaires algériennes, Rapatriés, Information, Plan de relance, Aide aux victimes...);
- à des fonctions administratives « émergentes » ou perçues comme telles, appelées à constituer à terme des départements plus autonomes (par exemple, dans les années 1970-1980, Recherche, Environnement, Formation professionnelle, Droits de la femme).

### **Communicabilité des archives**

L'accès aux archives versées par les ministres et secrétaires d'Etat est aujourd'hui le plus souvent régi par un protocole signé entre les Archives de France et le ministre ou secrétaire d'Etat concerné. Le recours aux protocoles, désormais reconnu par le législateur (Code du patrimoine, article L. 213-4), s'est développé en France depuis le début des années 1980, après avoir été mis en œuvre par Valéry Giscard d'Estaing pour les archives présidentielles produites au cours de son septennat.

Les archives des ministres et secrétaires d'Etat rattachés au Premier ministre sont donc soumises à un double régime :

- pour la période antérieure à 1981, les délais de communicabilité sont ceux fixés par le Code du patrimoine
- pour la période postérieure à 1981, dans la mesure où les ministres et secrétaires d'Etat, en quittant leurs fonctions, ont signé un protocole, c'est ce dernier qui s'applique. Le délai de communicabilité fixé est de 30 ans pour les protocoles signés avant la loi du 15 juillet 2008. Pour les protocoles signés après le 15 juillet 2008, ce sont les délais définis dans le Code du patrimoine qui s'appliquent, en fonction du contenu de l'information.

L'état des versements qui suit est présenté par ordre alphabétique des ministères ou secrétariats d'Etat, sans nécessairement tenir compte des évolutions dans la titulature des ministres qui ont pu exister au fil des gouvernements.

# **AIDE AUX VICTIMES**

## **JULIETTE MEADEL (2016-2017)**

Les fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, en charge de l'Aide aux victimes, sont créées le 11 février 2016. Cette création fait suite aux attentats de l'année 2015 en France. Son champ d'action englobe la prise en charge des victimes de toute nature, comme le précise le décret du 3 mars 2016 relatif aux attributions confiées à la secrétaire d'Etat chargée de l'aide aux victimes Juliette Méadel. Elle est ainsi chargée de « veiller à l'adaptation des dispositions permettant d'assurer le respect des droits des personnes victimes, notamment, d'infractions pénales, de faits de terrorisme, d'accidents collectifs, de sinistres sanitaires, industriels, alimentaires ou de santé publique, d'accidents écologiques, industriels, de catastrophes naturelles ou encore de discriminations et d'atteintes aux droits fondamentaux. ». Juliette Méadel est chargée d'animer et de coordonner ce travail gouvernemental avec l'aide de la cellule interministérielle d'aide aux victimes. Elle assure l'adaptation des dispositifs de suivi et d'accompagnement des victimes et des dispositifs d'accueil, d'information et de prise en charge lors des crises majeures. Au cœur de son périmètre se trouve également la coordination des positions prises au sein du Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et autres infraction (FGTI). Son mandat se poursuit sous le Gouvernement du Premier ministre Bernard Cazeneuve à compter de décembre 2016 jusqu'en mai 2017.

L'intitulé ministériel n'est pas repris dans le gouvernement suivant, après l'élection d'Emmanuel Macron à la Présidence de la République. Ne subsiste que le Secrétariat général à l'aide aux victimes (SGAV), service créé en février 2017 et rattaché au Secrétariat général du Gouvernement (SGG). Ce secrétariat est lui-même remplacé en août 2017 par un Délégué interministériel à l'aide aux victimes, placé auprès du ministre de la Justice.

### **Versements aux Archives nationales**

#### **20190406**

Dossiers de travail du secrétariat particulier et des membres du cabinet. 2016-2017

Art. 1-5 : Cellule correspondance.

Art. 6-17 : Secrétariat particulier.

Art. 18-24 : Dossiers des conseillers.

Métrage : 8

# DECENTRALISATION

## ANNE-MARIE ESCOFFIER (2012-2014)

Lors de la constitution du second gouvernement de Jean-Marc Ayrault, le 21 juin 2012, Anne-Marie Escoffier est nommée ministre déléguée en charge de la Décentralisation, auprès de Marylise Lebranchu, ministre de la Réforme de l'État, de la décentralisation et de la Fonction publique.

Cette nomination marque la volonté du gouvernement d'ouvrir une nouvelle phase de la décentralisation dans le cadre plus large de la réforme de l'État et des collectivités territoriales. Ses attributions sont précisées par le décret du 18 juillet 2012. La ministre est en charge des questions relatives à la décentralisation et aux collectivités territoriales, dont la politique de renforcement des responsabilités locales et les modalités de financement.

L'activité de son cabinet est notamment marquée par la préparation des lois du 17 mai 2013 relatives à l'élection des conseillers départementaux, municipaux et communautaires et du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi MAPTAM), et est à l'origine de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe).

Ses fonctions prennent fin avec la démission de Jean-Marc Ayrault, le 29 mars 2014.

Le gouvernement de Manuel Valls, constitué le 31 mars 2014, ne comprend plus de ministre de la Décentralisation, toutefois André Vallini, secrétaire d'État chargé de la Réforme territoriale (2014-2016), reprend une grande part de ses attributions.

## Versements aux Archives nationales

### 20160346

Cabinet d'Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la Décentralisation. 2012-2014

Art. 1-4 : Secrétariat particulier. 2012-2014

Art. 4 suite-11 : Laurent Olléon, directeur du cabinet. 2012-2014

Art. 12 : David Philot, directeur-adjoint du cabinet. 2013-2014

Art. 13-21 : Edith Alauzet, conseillère, chef de cabinet. 2012-2014

Art. 22-57 : Dossiers des conseillers et conseillers techniques (Sophie Rimeu, Julien, Robineau, François Demaret, Maximilien Mézard, Emmanuel Duru, Diane Gallais). 2012-2014

Métrage : 19

### 20160711

Dossiers bureautiques du Secrétariat particulier. 2012-2014

Art. 1-2 : Correspondance de la ministre.

Art. 3-7 : Activités de la ministre.  
Art. 8-13 : Dossiers thématiques.

Volume : 78 Mo

**20170029**

Dossiers bureautiques de Laurent Olléon, directeur du cabinet.

Art. 1-3 : Fonctionnement du cabinet. 2012-2014  
Art. 4-14 : Décentralisation et modernisation de l'action publique. 2012-2014  
Art. 15-18 : Soutien aux collectivités en difficulté. 2013-2014

Volume : 81,8 Mo

**20170058**

Dossiers bureautiques de François-Claude Plaisant et David Philot, successivement directeurs-adjoints du cabinet de 2012 à 2014.

Art. 1- 16 : Modernisation de l'action publique. 2012-2014  
Art. 17-53 : Finances locales. 2012-2014  
Art. 54-60 : Dossiers thématiques. 2013-2014

Volume : 180 Mo

**20160712**

Dossiers bureautiques d'Edith Alauzet, conseillère technique pour les affaires réservées puis conseillère, chef de cabinet. 2012-2014

Art. 1 : Organisation du cabinet. 2012-2013  
Art. 2-5 : Minutiers chronologiques. 2013-2014  
Art. 6-33 : Déplacements. 2012-2014  
Art. 34 : Métropoles. 2013  
Art. 35-43 : Affaires réservées. 2013-2014

Volume : 254 Mo

**20170119**

Dossiers bureautiques d'Emmanuelle Bertrand, conseillère technique chargée des relations avec le Parlement de 2012 à 2013 et de Maximilien Mézard, conseiller parlementaire de 2013 à 2014. 2012-2014

Art. 1-4 : Minutiers chronologiques.  
Art. 5-7 : Stratégie.  
Art. 8-41 : Législation.

Volume : 126 Mo

**20170195**

Dossiers bureautiques de Raphaël Schmidt, conseiller chargé du financement bancaire des collectivités territoriales et de Julien Robineau, conseiller chargé de



la fiscalité locale et des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales.  
2012-2014

Art. 1-4 : Minutiers chronologiques.  
Art. 5-34 : Finances locales  
Art. 35-46 : Fiscalité locale

Volume : 232 Mo

**20170247**

Dossiers bureautiques de Sophie Rimeu, conseillère juridique de juillet 2012 à septembre 2013, d'Emmanuel Duru, conseiller technique pour les affaires territoriales puis conseiller chargé des question juridiques et des relations avec les collectivités territoriales de décembre 2012 à mars 2014 et de Maximilien Mézard, conseiller technique chargé des affaires juridiques et des institutions de juillet 2012 à août 2013. 2012-2014

Art. 1-5 : Minutiers chronologiques.  
Art. 6-19 : Entretiens et déplacements.  
Art. 20-27 : Législation.  
Art. 28-40 : Dossiers thématiques.

Volume : 93,8 Mo

**20170325**

Dossiers bureautiques de François Demaret, conseiller pour les questions sociales, l'urbanisme et le logement. 2013-2014

Art. 1 : Minutier chronologique.  
Art. 2-6 : Législation.  
Art. 7-15 : Dossiers thématiques

Volume : 57,6 Mo

**20170335**

Dossiers bureautiques de Diane Gallais, conseillère technique chargée de la communication et de la presse. 2012-2014

Art. 1 : Minutier chronologique.  
Art. 2-37 : Activités de la ministre.  
Art. 38-40 : Relations avec la presse

Volume : 163 Mo

## DROITS DES FEMMES

Le ministère des Droits de la femme trouve ses origines dans la création d'un secrétariat d'État à la Condition féminine en 1974, par décision du président Valéry Giscard d'Estaing. Ses archives sont pour une part mêlées à celles de la Délégation à la condition féminine, créé en 1976 et supprimée en 1978, avec laquelle elle était étroitement liée<sup>1</sup>.

Le secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé de la Condition féminine est confié du 16 juillet 1974 au 25 août 1976 à Françoise Giroud. Il devient un ministère délégué auprès du Premier ministre en 1978, confié du 11 septembre 1978 au 21 mai 1981 à Monique Pelletier. Il change ensuite de nom en 1981 pour devenir le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé des Droits de la femme, confié le 21 mai 1981 à Yvette Roudy. Ce ministère devient autonome le 21 mai 1985, sous la dénomination « ministère des Droits de la femme ».

En 1986, le ministère disparaît et ses attributions sont reprises par le ministère des Affaires sociales et de l'emploi, du 20 mars 1986 au 23 juin 1988. Après l'élection présidentielle de 1988, un ministère délégué chargé de la Famille, des droits de la femme, de la solidarité et des rapatriés est confié à Georgina Dufoix du 10 mai au 23 juin 1988. Le deuxième gouvernement Rocard recrée ensuite un secrétariat d'État chargé des Droits de la femme, confié du 23 juin 1988 au 16 mai 1991 à Michèle André puis à Véronique Neiertz (18 mai 1991-29 mars 1993).

Entre 1993 et 1998, c'est généralement le ministère du Travail et des Affaires sociales qui est en charge des droits de la femme.

En 1998, Lionel Jospin recrée un secrétariat d'État aux droits des femmes et à la formation professionnelle et le confie à Nicole Péry (17 novembre 1998-6 mai 2002). Ce secrétariat d'État est transformé par Jean-Pierre Raffarin en ministère délégué à la parité et à l'égalité professionnelle, confié à Nicole Ameline (17 juin 2002-30 mars 2004), puis en ministère de plein exercice (31 mars 2004-31 mai 2005). Ce ministère évolue de nouveau avec le gouvernement Villepin, devenant le ministère délégué à la Cohésion sociale et à la parité, confié à Catherine Vautrin (2 juin 2005-15 mai 2007).

Entre 2007 et 2012, il n'existe pas de portefeuille ministériel consacré aux droits des femmes. Les attributions sont alors exercées par le ministère du Travail et le service des droits des femmes.

En mai 2012, François Hollande recrée un ministère des Droits des femmes, puis des Droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports (avril 2014). Il est confié à Najat Vallaud-Belkacem.

Le ministère est remplacé en août 2014 par un Secrétariat d'Etat, attribué à Pascale Boistard, et rattaché au Ministère des Affaires sociales, de la santé et des droits des femmes. Le gouvernement créé en février 2016 alloue le droit des femmes au Ministère de la Famille, de l'enfance et des droits des femmes de Laurence Rossignol.

A compter de mai 2017, Emmanuel Macron institue un Secrétariat d'Etat chargé de l'Egalité entre les femmes et les hommes, puis de l'Egalité entre les femmes et les hommes et de la

---

<sup>1</sup> Créée par le décret du 21 septembre 1976, la Délégation à la condition féminine a été placée auprès du Premier ministre et confiée à Nicole Pasquier qui a également exercé du 10 janvier 1978 au 21 mai 1981 les fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail, chargée de l'Emploi féminin. Elle gardait ainsi sous sa tutelle le Comité du travail féminin. Jacqueline Nonon lui a succédé du 13 février au 15 juillet 1978. La Délégation a ensuite été supprimée par décret du 31 octobre 1978.

lutte contre les discriminations (octobre 2018). Le Secrétariat d'Etat est rattaché au Premier ministre et le poste ministériel exercé par Marlène Schiappa.

Pour la période postérieure à 1991 et antérieure à 2017, le chercheur pourra se reporter aux archives des ministères sociaux.

## Versements aux Archives nationales

### **NICOLE PASQUIER (1976-1978)**

#### **19790873**

Délégation à la condition féminine (antenne nationale de Lyon)  
art 1-4: courrier reçu par Nicole Pasquier, déléguée à la condition féminine  
(classement par thème): septembre 1976-janvier 1978

métrage : 1

#### **19810408**

Délégation à la condition féminine (antenne nationale de Lyon)  
art 1-8: courrier reçu par Nicole Pasquier, déléguée à la condition féminine  
(classement par thème): septembre 1976-janvier 1978

Cabinet de Monique Pelletier, ministre délégué à la condition féminine (1978-1981).

art 9-66: courrier reçu par le ministre (classement alphabétique): 1979-1981

art 67-84: dossiers des associations féminines (classement alphabétique).

art 85-90: interventions publiques du ministre (par ordre chronologique): 1979-1981.

métrage : 12

#### **19810604**

Délégation à la condition féminine (antenne nationale de Lyon)  
art 1-12: courrier reçu par Nicole Pasquier, déléguée à la condition féminine  
(classement par thème): septembre 1976-janvier 1978

métrage : 2

### **MONIQUE PELLETIER (1978-1981)**

#### **19810408**

Délégation à la condition féminine (antenne nationale de Lyon)  
art 1-8: courrier reçu par Nicole Pasquier, déléguée à la condition féminine  
(classement par thème): septembre 1976-janvier 1978

Cabinet de Monique Pelletier, ministre délégué à la condition féminine (1978-1981).

art 9-66: courrier reçu par le ministre (classement alphabétique): 1979-1981

art 67-84: dossiers des associations féminines (classement alphabétique).

art 85-90: interventions publiques du ministre (par ordre chronologique): 1979-1981.

métrage : 12

**19810605**

Cabinet de Monique Pelletier, ministre délégué à la condition féminine (1978-1981).

art 1-4: organisation du ministère

art 5-16: préparation de textes législatifs et réglementaires

art 17-23: réunions du comité interministériel d'action pour les femmes (CIAF) et campagne femmes seules.

art 24-34, 36-37: participation à divers comités ou groupes de travail intéressant les femmes

art 35: activités du centre d'information féminin (CIF)

art 38-41: études et rapports sur la condition féminine

art 42-51: relations avec les ministères, les déléguées régionales et les associations féminines

art 52-58: courrier des particuliers

art 59-92: dossiers d'information et de documentation, coupures de presse (classement par thème)

métrage : 13

**19820480**

Cabinet de Monique Pelletier, ministre délégué à la condition féminine (1978-1981).

art 1: législation en faveur des femmes, dossiers documentaires sur le sport féminin et les loisirs des jeunes: 1979-1980

**19810409**

Cabinet de Monique Pelletier, ministre délégué à la condition féminine (1978-1981).

art 1-7 : dossiers de Marc Spielrein, directeur de cabinet

-art 1-2: activités comme conseiller technique au cabinet de Michel Poniatowski, ministre de la Santé publique et de la sécurité sociale: 1973-1974

-art 3: activités comme conseiller technique au cabinet de Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur: 1974-1977

-art 4-7: activités comme directeur du cabinet de Monique pelletier, ministre délégué à la condition féminine: 1978-1981

métrage : 1

**19860111**

art 1-2: comité d'étude et de liaison des problèmes du travail féminin: activités: 1965-1971

art 3-15: comité du travail féminin: création, organisation, réunions et rapports d'études: 1971-1981

métrage : 5

## **YVETTE ROUDY (1981-1986)**

### **19910616**

art 1-20: ministère des droits de la femme: correspondance active, relations avec le parlement, préparation et exécution du budget, personnel, déplacements du ministre, délégations régionales: 1981-1986

art 21-25: subventions aux associations féministes, relations internationales, campagnes d'information, journée du 8 mars: 1981-1986

art 26: dossiers de Monique Pelletier, ministre délégué chargé de la famille et de la condition féminine: 1976-1981

métrage : 9

### **19910458**

art 1: journée internationale des droits de la femme, 8 mars 1983. interventions d'Yvette Roudy, Louis Mexandeau, ministre des PTT (présentation du timbre Danièle Casanova) et Pierre Mauroy, Premier ministre.

bande son 19 cm/s, 2 pistes, 51 mn enregistrées: 1983

### **19910526**

Cabinet d'Yvette Roudy, ministre délégué chargé des droits de la femme.

art 1-6: interviews télévisées d'Yvette Roudy, émissions produites avec le concours du ministère : 1981-1984

métrage : 2

## **MICHELE ANDRE (1988-1991)**

### **19920534**

Cabinet de Michèle André, secrétaire d'Etat chargé des droits des femmes.

art 1-6, 25-26 : courrier : notes, lettres, discours, communiqués et interviews de Michèle André et des membres de son cabinet, par nom de personne.

art 6 : organisation, budget et fonctionnement du Secrétariat d'Etat.

art 6-11 : activités de Michèle André : déplacements en France et à l'étranger, emploi du temps, audiences, colloques, mission dialogue dans les hôpitaux (conflit du travail concernant les infirmières).

art 11-16 : activités gouvernementales : conseil des ministres, relations avec d'autres ministères, préparation de textes et décisions, notamment au sein des comités interministériels, relations internationales.

art 16-23: dossiers suivis par le cabinet, par thème: droits des femmes, égalité professionnelle, chômage, divorce, violences conjugales, harcèlement sexuel, journées internationales des femmes.

art 23-26: subventions à des organismes ou associations, dossiers de demandes et arbitrages ; études ou brochures financées par le Secrétariat d'Etat, dossiers de conseillers techniques.

métrage : 9

## **DROITS DE L'HOMME, ACTION HUMANITAIRE**

20 mars 1986-10 mai 1988 : Claude Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des Droits de l'Homme

28 juin 1988-15 mai 1991 : Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'action humanitaire

17 mai 1991-28 mars 1993 : Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, chargé de l'Action humanitaire, puis ministre de la Santé et de l'Action humanitaire

29 mars 1993-16 mai 1995 : Lucette Michaux-Chevry, ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de l'Action humanitaire et des droits de l'Homme

18 mai 1995-2 juin 1997 : Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'Action humanitaire d'urgence

19 juin 2007-23 juin 2009 : Rama Yade, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires étrangères et des droits de l'Homme

### **CLAUDE MALHURET (1986-1988)**

#### **19930289**

art 1: interventions publiques, voyages et déplacements de Claude Malhuret

art 1-3: correspondance de Claude Malhuret et de Daniel Levis, directeur du cabinet

art 3-13: dossiers par thème: budget du secrétariat d'Etat chargé des droits de l'homme, promotion des droits de l'homme, famille, femmes, actions sociales, protection de l'enfance, santé, minorités, justice, affaires internationales, relations bilatérales

art 14-15: courrier des associations

art 16: courrier des particuliers (échantillon, initiales B et T des auteurs de lettres)

art 17-18: subventions accordées aux associations, cas individuels

art 19: droits de l'homme, cas individuels, principalement des pays de l'Est et de l'Italie

art 20-24: dossiers des membres du cabinet, par thème

métrage : 8

### **XAVIER EMMANUELLI (1995-1997)**

#### **20030334**

Dossiers de Cyril Lacan, directeur du cabinet.

art 1-2 : minutiers chronologiques, attributions, déplacements, relations publiques.

art 2 (suite) : fonctionnement et activités du secrétariat d'Etat à l'action humanitaire d'urgence.

art 3-4 : volet humanitaire (dont relations avec les services d'aide humanitaire de France, d'Europe et des États-Unis, aide au développement et aide alimentaire, droits de l'homme).

art 4 (suite)-5 : actions humanitaires à l'étranger (dossiers par pays dont Rwanda).

art 5 (suite)-7 : volet social (dont enfance, jeunes, étrangers, logement, désarmement, service national, toxicomanie).

art 7 (suite)-8 : lutte contre la précarité (dont accès aux soins, santé mentale, accès au droit, mendicité, Samu social, sans-abri, accueil de jour).

art 9-10 : préparation du projet de loi contre les exclusions.

métrage : 3

### **20030335**

Dossiers de Michel Katz, chef du cabinet.

art 1 : fonctionnement et activités du secrétariat d'État à l'action humanitaire d'urgence. 1995-1997

métrage : 1

### **20030336**

Dossiers de Michèle Aucouturier, conseiller technique.

art 1 : minutier chronologique. 1996-1997

art 1 (suite) : fonctionnement du secrétariat d'État à l'action humanitaire d'urgence.

Activités du secrétaire d'État à l'action humanitaire d'urgence.

art 1 (suite) : volet humanitaire. 1996

art 1 (suite)-2 : volet social (dont service national). 1995-1997

art 3 : lutte contre la précarité (dont mendicité, Samu social). 1995-1997

art 4-5 : préparation du projet de loi contre les exclusions. 1996-1997

métrage : 2

### **20030337**

Dossiers de Frédéric Boyer, conseiller technique.

art 1-3 : minutiers chronologiques, courrier d'interventions, allocutions du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence. 1995-1997

art 3 (suite) : fonctionnement du secrétariat d'Etat à l'action humanitaire d'urgence. 1995-1996

Activités du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence.

art 3 (suite) : volet humanitaire (dont relations avec les services d'aide humanitaire de France, d'Europe et des Nations Unies, aide alimentaire). 1995-1997

art 3 (fin)-5 : actions humanitaires à l'étranger (dossiers par pays dont Rwanda). 1995-1997

art 6-7 : volet social (dont enfance, jeunes, logement, toxicomanie). 1995-1997

art 7-10 : lutte contre la précarité (dont mendicité, Samu social, sans-abri, accueil de jour). 1995-1997

art 10 (suite)-12 : préparation du projet de loi contre les exclusions. 1995-1997



métrage : 4

**20030338**

Dossiers de Véronique Leblanc, conseiller technique.

art 1 : minutier chronologique, allocutions du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence. 1995-1997

art 1 (suite) : fonctionnement du secrétariat d'Etat à l'action humanitaire d'urgence. 1995-1996

Activités du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence.

art 2-3 : volet humanitaire (dont relations avec les services d'aide alimentaire de France, d'Europe et des Nations-Unies, aide au développement alimentaire, droits de l'homme). 1995-1997

art 4-5 : actions humanitaires à l'étranger (dossiers par pays dont Roumanie et Rwanda). 1995-1997

art 6-9 : volet social (dont enfance, catastrophes naturelles, désarmement). 1995-1997

métrage : 3

**20030339**

Dossiers de Catherine Patris, conseiller technique.

art 1 : minutier chronologique, interventions, budget. 1995-1997

Activités du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence :

art 1 (suite) : actions humanitaires à l'étranger (dossiers par pays). 1996-1997

art 1 (suite)-3 : volet social (dont attentats et catastrophes, médecine d'urgence, toxicomanie). 1995-1997

art 3-4 : lutte contre la précarité (dont santé, accès aux soins, santé sociale, Samu social). 1995-1997

art 5-6 : préparation du projet de loi contre les exclusions. 1995-1997

métrage : 2

# ÉCONOMIE SOCIALE

## **JEAN GATEL (1984-1986)**

17 juillet 1984-20 mars 1986 : Jean Gatel, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'économie sociale.

### **19910297**

art 1-15 : mutuelles, coopératives et associations: réformes législatives et réglementaires (lois des 11, 12 et 25 juillet 1985 sur le statut et le financement de ces organismes). Développement local et actions partenariales : soutien aux opérations ou organismes d'initiative locale, au micro-développement économique, à la formation dans le mouvement associatif :1984-1986

métrage : 5

# ÉGALITE DES CHANCES

## AZOUZ BEGAG (2005-2007)

2 juin 2005-5 avril 2007 : Azouz Begag, ministre délégué chargé de la Promotion de l'égalité des chances

En juin 2005, la décision de Dominique de Villepin de créer un ministère délégué à la Promotion de l'égalité des chances, rattaché au Premier ministre, correspond à la volonté de « faire disparaître les discriminations, notamment en matière d'éducation, d'emploi, de santé et d'accès aux responsabilités dans la société »<sup>2</sup>.

Quelques mois plus tard, le ministre délégué, Azouz Begag, définit les missions de son ministère de la façon suivante : « L'égalité des chances doit être comprise comme la possibilité donnée à chaque citoyen - quels que soient ses origines, son sexe, ses croyances, ou son mode de vie - de faire valoir ce qu'il est, ce qu'il sait faire, ses mérites afin qu'il soit en mesure de progresser dans la société. Pour assumer pleinement les valeurs de la République, nous devons passer d'une égalité de principe à une égalité des chances, réelle. »<sup>3</sup> L'égalité des chances concerne donc l'accès à l'emploi et à l'insertion professionnelle, à un logement, à l'éducation, à la culture, à la santé.

## Versements aux Archives nationales

### 20080143

Dossiers du secrétariat particulier. 2005-2007

art 1-3 : minutiers chronologiques.

art 4-6 : entretiens.

art 6 (suite)-8 : déplacements.

métrage : 3

### 20080476

Dossier du secrétariat particulier.

Art 1-10 : Courrier des particuliers.

Art 10 (suite) : courrier général (syndicats, entreprises et associations) et courrier des élus.

métrage : 3

---

2 Article 1<sup>er</sup> du décret n°2005-693 du 23 juin 2005 relatif aux attributions déléguées au ministre délégué à la promotion de l'égalité des chances.

3 [http://www.egalitedeschances.gouv.fr/rubrique625d.html?id\\_rubrique=3](http://www.egalitedeschances.gouv.fr/rubrique625d.html?id_rubrique=3), site Internet du ministère, texte du 24 janvier 2006 (consulté le 18 juin 2008).

**20080138**

Dossiers de Jean-Marie Lenzi, directeur du cabinet.  
art 1 : minutiers chronologiques. 2005-2006

métrage : 1

**20080139**

Dossiers de Thierry Drack, directeur du cabinet en 2005.  
art 1 : minutiers chronologiques. 2005

métrage : 1

**20080224**

Dossiers de Manuel Demougeot, chef de cabinet puis directeur du cabinet.

art 1-2 : minutiers chronologiques.  
art 2 (suite)-5 : action gouvernementale et fonctionnement du cabinet.  
art 5 (suite)-6 : déplacements.  
art 6 (suite)-7 : interventions de particuliers et d'élus.

métrage : 2

**20080140**

Dossiers de Robert Djellal, directeur-adjoint du cabinet.  
art 1 : minutiers chronologiques. Opérations « tour de France » de la diversité.  
2006-2007

métrage : 1

**20080151**

Dossiers de Patrick Cohen, directeur-adjoint du cabinet.  
art 1 : minutiers chronologiques de la correspondance active et passive du ministre.  
2005-2006.

métrage : 1

**20080141**

Dossiers d'Eric Finot, chef de cabinet.

art 1 : minutiers chronologiques.  
art 1 (suite)-5 : déplacements.  
art 6-7 : décorations.

métrage : 1

**20080136**

Dossiers de Jean-Philippe Audoli, conseiller technique chargé de la culture et des loisirs. 2005-2007

art 1 : minutiers chronologiques.  
art 1 (suite)-2 : entretiens, déplacements.  
art 3 : interventions d'élus de particuliers et d'associations.

métrage : 1

**20080137**

Dossiers de Jean-Michel Valantin, conseiller technique chargé de l'éducation et de la défense. 2005-2007

art 1 : minutiers chronologiques.  
art 2-3 : interventions publiques, entretiens, voyages.  
art 3 (suite)-4 : dossiers thématiques (jeunes, enseignement, emploi, médias, loisirs).  
art 5 : interventions d'élus, d'associations et de particuliers.

métrage : 2

**20080142**

Dossiers de Guillaume Labbez, conseiller technique.  
art 1 : questions écrites, déplacements. 2005-2007

métrage : 1

# EGALITE REELLE

## ERICKA BAREIGTS (2016)

Créé par décret du 11 février 2016 à la suite du remaniement du gouvernement de Manuel Valls, le secrétariat d'État à l'Égalité réelle, placé auprès du Premier ministre, a connu une existence éphémère puisqu'il disparaît le 30 août de la même année.

Le concept d'« égalité réelle » se fondait sur l'observation que si tous les citoyens sont égaux en droit, tous ne bénéficient pas dans les faits des mêmes chances d'insertion dans la société, en raison de phénomènes de discriminations de tous ordres.

L'action de secrétariat d'État visait donc à lutter contre cet état de fait grâce à trois leviers principaux :

- la maîtrise de la langue française ;
- l'insertion professionnelle des jeunes ;
- la lutte contre les discriminations et le racisme ;

afin de garantir une égalité effective non seulement entre les citoyens, mais aussi entre les territoires. C'est dans cette perspective que le secrétariat d'État s'est appuyé sur les Comités interministériels à l'égalité et à la citoyenneté (CIEC) et les Comités interministériels aux ruralités.

La mesure-phare du secrétariat d'État reste l'élaboration de la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, qui formalise l'ensemble de ces mesures.

Les fonctions d'Ericka Bareigts prennent fin le 30 août 2016, lors de sa nomination au poste de ministre des Outre-mer, toujours dans le gouvernement de Manuel Valls.

L'intitulé ministériel n'est pas repris dans les gouvernements suivants.

## Versements aux Archives nationales

### 20180662

Dossiers du secrétariat particulier. 2016

Art. 1-17 : Fonctionnement du cabinet.

Art. 18-26 : Egalité et citoyenneté.

Métrage : 3

### 20180663

Dossiers des membres du cabinet. 2016

Art. 1-4 : Dossiers de Rémi Darmon, chef-adjoint du cabinet.

Art. 5 : Dossiers de Pierre Dupuy, conseiller parlementaire.

Art. 6-7 : Dossiers d'Emma Antropoli, conseillère pour les politiques interministérielles, l'égalité et la citoyenneté

Métrage : 1

**20180671**

Dossiers bureautiques des membres du cabinet. 2016

Art. 1-5 : Correspondance du cabinet.

Art. 6-67 : Entretiens et réunions de la secrétaire d'Etat.

Art. 68-89 : Déplacements de la secrétaire d'Etat.

Volume : 407 Mo

## **EXTENSION DU SECTEUR PUBLIC (NATIONALISATIONS)**

### **JEAN LE GARREC (1981-1982)**

22 mai 1981-29 juin 1982 : secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public

Puis 29 juin 1982-22 mars 1983 : ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi

Conformément aux engagements de François Mitterrand lors de la campagne présidentielle de 1981, le gouvernement de Pierre Mauroy, Premier ministre, lança un vaste programme de nationalisations qui s'étalèrent entre 1981 et 1982 : 36 banques, deux compagnies financières et une dizaine de groupes industriels passèrent ainsi sous le giron de l'État français. Cette politique de nationalisation visait à encourager le crédit aux entreprises et à se donner les instruments de politique industrielle.

Suivie de près par la Présidence de la République et par le Premier ministre, cette politique fut confiée à Jean Le Garrec, nommé secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public. Ce dernier continua à suivre ces questions en 1982-1983, après sa promotion en tant que ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'emploi.

Le cabinet de Jean Le Garrec (extension du secteur public) était composé de la façon suivante :

-chef de cabinet : Gilles Bardou

-conseillers techniques : Isabelle Bouillot, François Morin, Jean-Jacques Piette et Alain Rannou ;

-chargés de mission : Anne Bolliet et Jean-François Mary.

La composition évolua légèrement après le remaniement de juin 1982 (emploi) :

-directeur du cabinet : Isabelle Bouillot

-chef de cabinet : Gilles Bardou (remplacé par Michel Piriou en octobre 1982)

-conseiller auprès du ministre : Alain Rannou

-conseillers techniques : Yves Barou, Claude Lagarrigue, Jean-François Mary et Jean-Jacques Piette

-chargée de mission auprès du ministre : Anne Bolliet

-chargés de mission : Jean-Claude Petitdemange (jusqu'en septembre 1982), Gilbert Yvernât (à partir de septembre 1982) et Henri Adoue



## **Versements aux Archives nationales**

### **19850743**

art 174-177 : cabinet de Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé de l'extension du secteur public. 1981-1984

-art 174-177 : préparation et application de la loi du 12 janvier 1982 sur les nationalisations. 1981-1983

-art 177 : préparation de la loi du 26 juillet 1983 sur la démocratisation du secteur public. 1981-1983

# FONCTION PUBLIQUE ET REFORME DE L'ETAT

## Ministres et secrétaires d'Etat chargés de la Fonction publique depuis 1958

NB : l'intitulé ministériel a pu varier au fil du temps : le terme Fonction publique est majoritaire, mais on trouve également, selon les périodes, les termes de Réformes administratives, Réforme de l'Etat ou encore, plus récemment, d'Action publique.

8 janvier 1959-28 mai 1959: Pierre CHATENET, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

24 juillet 1959-15 janvier 1960: Louis JOXE, secrétaire d'Etat.

5 février 1960-14 avril 1962: Pierre GUILLAUMAT, ministre délégué.

14 avril 1962-28 novembre 1962: Jean de BROGLIE, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique.

28 novembre 1962-1er avril 1967: Louis JOXE, ministre d'Etat chargé de la Réforme administrative.

6 avril 1967-31 mai 1968: Edmond MICHELET, ministre d'Etat chargé de la Fonction publique.

31 mai 1968-10 juillet 1968: Robert BOULIN, ministre de la Fonction publique.

10 juillet 1968-20 juin 1969: Philippe MALAUD, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique.

20 juin 1969-7 janvier 1971: Philippe MALAUD, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique et de la réforme administrative.

7 janvier 1971-5 juillet 1972: Philippe MALAUD, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique.

5 juillet 1972-28 mars 1973: Philippe MALAUD, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique et des services de l'Information.

2 avril 1973-27 février 1974: Alain PEYREFITTE, ministre chargé des Réformes administratives.

23 octobre 1973-27 février 1974: Philippe MALAUD, ministre de la Fonction publique.

27 février 1974-27 mai 1974: Christian PONCELET, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique.

8 juin 1974-29 octobre 1974: Roger POUDONSON, secrétaire d'Etat (Fonction publique).

29 octobre 1974-25 août 1976: Gabriel PERONNET, secrétaire d'Etat (Fonction publique).

25 août 1976-29 mars 1977: Maurice LIGOT, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique.

29 mars 1977-31 mars 1978: Maurice LIGOT, secrétaire d'Etat (Fonction publique).

3 avril 1978-2 octobre 1980: Jacques DOMINATI, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (attributions relatives à la Fonction publique).

2 octobre 1980-21 mai 1981: Jean-François DENIAU, ministre délégué chargé de la Réforme administrative.

21 mai 1981-23 juin 1981: Catherine LALUMIERE, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique et des réformes administratives.

23 juin 1981-22 mars 1983: Anicet LE PORS, ministre délégué chargé de la Fonction publique et des réformes administratives.

22 mars 1983-19 juillet 1984: Anicet LE PORS, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique et des réformes administratives.

19 juillet 1984-20 mars 1986: Jean LE GARREC, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique et des simplifications administratives.

20 mars 1986-10 mai 1988: Hervé de CHARETTE, ministre délégué chargé de la Fonction publique et du plan.

19 août 1986-28 septembre 1987: Camille CABANA, ministre délégué chargé de la Réforme administrative.

28 septembre 1987-10 mai 1988: Camille CABANA, ministre délégué chargé des Rapatriés et de la réforme administrative.

10 mai 1988-23 février 1989: Michel DURAFOUR, ministre de la Fonction publique et des réformes administratives.

23 février 1989-15 mai 1991: Michel DURAFOUR, ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique et des réformes administratives.

16 mai 1991-20 mars 1992: Jean-Pierre SOISSON, ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique et de la modernisation administrative.

2 avril 1992-29 mars 1993: Michel DELEBARRE, ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique et des réformes administratives.

30 mars 1993-17 mars 1995: André ROSSINOT, ministre de la Fonction publique.

17 mars 1995-7 novembre 1995: Jean PUECH, ministre de la Fonction publique.

7 novembre 1995-2 juin 1997 : Dominique PERBEN, ministre de la Fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation

2 juin 1997-27 mars 2000 : Émile ZUCCARELLI, ministre de la Fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation

27 mars 2000-7 mai 2002 : Michel SAPIN, ministre de la Fonction publique et de la réforme de l'État

7 mai 2002-31 mars 2004 : Jean-Paul DELEVOYE, ministre de la Fonction publique, de la réforme de l'État et de la décentralisation

17 juin 2002-31 mars 2004 : Henri PLAGNOL, secrétaire d'État à la Réforme de l'État

31 mars 2004-2 juin 2005 : Renaud DUTREIL, ministre de la Fonction publique et de la réforme de l'Etat

31 mars 2004-2 juin 2005 : Éric WOERTH, secrétaire d'État à la réforme de l'État

2 juin 2005-15 mai 2007 : Christian JACOB, ministre de la Fonction publique

18 mai 2007-13 novembre 2010 : Éric WOERTH, ministre du Budget, des comptes publics et de la fonction publique puis le 22 mars 2010 ministre du Travail, de la solidarité et de la fonction publique

19 juin 2007-23 juin 2009 : André SANTINI, secrétaire d'État à la fonction publique

14 novembre 2010-29 juin 2011 : François BAROIN, ministre du Budget, des comptes publics, de la réforme de l'État et de la fonction publique

22 mars 2010-29 mai 2011 : Georges TRON, secrétaire d'État à la fonction publique

29 juin 2011-10 mai 2012 : François SAUVADET, ministre de la Fonction publique.

16 mai 2012-10 février 2016 : Marylise LEBRANCHU, ministre de la Réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, puis ministre de la Décentralisation et de la fonction publique à partir du 3 juin 2014.

11 février 2016-10 mai 2017 : Annick GIRARDIN, ministre de la Fonction publique

Entre 2014 et 2017, aux côtés de la ministre, on signalera la présence d'un ou une secrétaire d'Etat en charge de la Réforme de l'Etat et de la simplification :

3 juin 2014-17 juin 2015 : Thierry MANDON, secrétaire d'Etat à la Réforme de l'Etat et à la simplification

17 juin 2015-11 février 2016 : Clotilde VALTER, secrétaire d'Etat à la Réforme de l'Etat et à la simplification

11 février 2016-10 mai 2017 : Jean-Vincent PLACÉ, secrétaire d'Etat à la Réforme de l'Etat et à la simplification

Depuis le 17 mai 2017 : Gérald DARMANIN, ministre de l'Action et des comptes publics, épaulé par Olivier DUSSOPT, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Action et des comptes publics, à compter du 24 novembre 2017

## Versements aux Archives nationales

### **LOUIS JOXE (1962-1967) ET EDMOND MICHELET (1967-1968)**

**20080481**

Dossiers de Roland Morin, conseiller technique. 1963-1968  
art 1 : correspondance, travaux législatifs et réformes administratives (classement par ministère).

métrage : 1

### **JEAN-FRANÇOIS DENIAU (1980-1981)**

**19820066**

Dossiers d'Arnaud Cazin d'Honinchtun et Rémy Chardon, conseillers techniques.  
art 1-7: cinquième programme de simplifications administratives<sup>4</sup>: 1980-1981

métrage : 1

### **ANICET LE PORS (1981-1984)**

**19930281**

art 1: organisation du cabinet et réunions.  
art 1-4: conseils des ministres, dossiers de séances et communications  
art 4-15: correspondance arrivée et départ: courrier général du cabinet, courrier de plusieurs membres du cabinet  
art 115: courrier départ de Michel May, directeur général de l'administration et de la fonction publique  
art 15-17, 91-103: textes législatifs et réglementaires: réforme du statut général des fonctionnaires et de l'ENA.  
art 20-21: audiences accordées par le ministre  
art 22-34, 57-62, 127: déplacements, voyages officiels, discours du ministre  
art 34-41: interviews, conférences de presse, colloques, communiqués, articles sur le ministre et ses activités  
art 52-54: budgets de la fonction publique  
art 20, 54-56: conseil supérieur de la fonction publique, procès-verbaux et dossiers de séances.  
art 17-19, 63-82, 115-119: dossiers par thème.  
art 83-90: dossiers, par membre du cabinet (minutiers, dossiers par thème).  
art 103-107: accords salariaux de la fonction publique.  
art 107-109: relations avec les organisations syndicales.  
art 109-111: comité interministériel des services sociaux, dossiers de séances.  
art 111-112: documentation, rapports, publications.

---

<sup>4</sup> Les archives du 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> programme de simplifications administratives ont été versées par le Secrétariat général du gouvernement (SGG) (Mission d'organisation administrative, versement 19820065).

art 113-114: généralités (1982-1984).  
art 119-126: campagnes d'information (1983-1984) :1981-1984

métrage : 44

## **JEAN LE GARREC (1984-1986)**

### **19900249**

art 1-12: dossiers de Jean Le Garrec : 1984-1986

métrage : 3

### **19900250**

art 1-2 : dossiers de Jean Lecuir, conseiller technique (emploi, formation et insertion des jeunes de 18 à 25 ans): 1976-1984

métrage : 1

### **19900251**

art 1-3 : dossiers de Jean Lecuir, conseiller technique (cadres et agents de maîtrise, politique gouvernementale) : 1981-1985

métrage : 1

## **HERVE DE CHARETTE (1986-1988)**

### **19920289**

art 1: notes, discours, compte-rendus d'Hervé de Charette et de François-Roger Cazala, conseiller technique :1986-1988

art 1 (suite)-10: fonction publique, dossiers par thème :1986-1988

-art 1-4: fonctionnaires, par catégorie

-art 4-5: politique salariale, effectifs, retraites, congés, mobilité, grève, formation professionnelle.

-art 6: participation et intéressement, cercles de qualité, durée du travail, organisation administrative.

-art 7: ressources humaines, fonction publique territoriale.

-art 8: syndicats, budget du ministère.

-art 9: opération "administration à votre service", action sociale, propositions du médiateur, relations avec l'étranger, coopération.

art 10-14: planification: contrats de plan Etat-région, organisation du commissariat général du plan et budget de la planification : 1986-1989

métrage : 5

## **CAMILLE CABANA (1986-1988)**

**19930166**

art 1-8: dossiers de Camille Cabana: réunions de ministres, comités interministériels, déplacements et interventions publiques, dossiers par thème et par ministère (bureau d'ordre du cabinet)

art 8-12: dossiers de Pierre Montdésert, directeur du cabinet: réforme administrative et rapatriés

art 13-22: dossiers de conseillers techniques. Réforme administrative: Patricia Laplaud (art 12-16), Georges Berthu (art 16-17), Jean Ganiage (art 17-18), Philippe Ritter (art 20-21), Serge Ruel (art 21), Xavier Patier et Roland Denis (art 22). Rapatriés: Bertrand Leroy et Yves Kodderritzsch (art 22)

métrage : 7

## **MICHEL DURAFOUR (1989-1991)**

**19950500**

Dossiers de Guy Lafont, conseiller technique.

art 1: conseil supérieur de la fonction publique de l'État: réunions du 25 juillet 1989 au 7 janvier 1991.

art 2: fonction publique hospitalière et fonction publique territoriale : mise en oeuvre du protocole d'accord du 9 février 1990; filière culturelle de la fonction publique territoriale ; création d'un corps de professeur des écoles ; formation continue dans la fonction publique ; troisième concours d'entrée à l'ENA ; projet de loi sur la santé publique et les assurances sociales ; séminaire gouvernemental sur le renouveau du service public ; coopération scientifique et technique (réunion de Brasilia).

métrage : 1

## **JEAN-PIERRE SOISSON (1991-1992)**

**19940540**

Dossiers de Pierre Lambert, conseiller technique.

art 1: interventions publiques de Jean-Pierre Soisson. Correspondance de Pierre Lambert, par ordre chronologique. 1991-1992.

art 2-4: dossiers par thème: emploi, aménagement du territoire, Lorraine, ville. 1987-1992.

art 4-6: modernisation administrative, journées interrégionales, par région. 1991.

métrage : 2



## **ANDRE ROSSINOT (1993-1995)**

### **19980191**

art 1-13 : dossiers d'André Rossinot, ministre de la Fonction publique, 1993-1995.

métrage : 4

### **20040216**

Cabinet de Jean Puech, ministre de la Fonction publique de mai à novembre 1995.  
art 1-4 : minutier chronologique, déplacements du ministre, activités du cabinet, décorations, relations avec des organismes français et étrangers, fonction publique, réforme de l'État.

Cabinet d'André Rossinot, ministre de la Fonction publique de 1993 à 1995.  
art 4 (suite) : interventions, frais du cabinet. 1993-1994.

métrage : 1

## **JEAN PUECH (1995)**

### **20040216**

Cabinet de Jean Puech, ministre de la Fonction publique de mai à novembre 1995.  
art 1-4 : minutier chronologique, déplacements du ministre, activités du cabinet, décorations, relations avec des organismes français et étrangers, fonction publique, réforme de l'Etat.

Cabinet d'André Rossinot, ministre de la Fonction publique de 1993 à 1995.  
art 4 (suite) : interventions, frais du cabinet. 1993-1994.

métrage : 1

## **DOMINIQUE PERBEN (1995-1997)**

### **20030300**

art 1 : correspondance.

art 2 : accueil de personnalités étrangères, décorations, colloques.

art 3 : projet de loi de finances 1997.

art 4-6 : activités interministérielles.

art 6 (suite)-8 : fonction publique (personnel, aménagement du temps de travail, modernisation).

art 9-12 : réforme de l'État.

art 13-14 : collectivités locales, décentralisation.

métrage : 5

## **20030303**

art 1 : chrono de notes, discours et interventions dans la presse. 1995-1997  
art 1 (suite)-2 : projet de loi de finances pour 1997. 1997  
art 2 (suite) : fonction publique et réforme de l'État. 1995-1997  
art 2 (suite)-3 : collectivités locales (projets de réformes, lois votées, projets de loi). 1995-1997

métrage : 1

## **ÉMILE ZUCCARELLI (1997-2000)**

### **20040217**

Dossiers du ministre.

art 1 : interventions publiques. 1997-2000.  
art 2-5 : déplacements en province. 1997-2000.  
art 6 : voyages à l'étranger. 1997-1999.  
art 6 (suite) : comités interministériels. 1998-1999.  
art 7 : réunions de ministres, entretiens avec des ministres. 1998-2000.  
art 8 : entretiens avec des personnalités et des représentations syndicales. 1997-2000.  
art 9 : réception de personnalités étrangères. 1996-2000.  
art 9 (suite) : décorations. 1997-2000.  
art 10 : lois de finances. 1998-2000.  
art 11-12 : activité législative et relations avec le Parlement. 1997-2000.  
art 13-17 : fonction publique et coopération administrative internationale. 1996-2000.  
art 18-19 : réforme de l'État. 1997-2000.  
art 19 (suite) : finances locales. 1998.

métrage : 6

### **20040218**

Dossiers des conseillers techniques.

art 1-2 : minutiers chronologiques et notes. 1997-2000.  
art 3-4 : interventions publiques et dans la presse. 1997-2000.  
art 5-9 : déplacements en province. 1997-2000.  
art 10 : voyages. 1997-2000.  
art 10 (suite) : fonctionnement du cabinet et travail du gouvernement. 1997-2000.  
art 11-12 : entretiens. 1996-1999.  
art 12 (suite)-20 : interventions. 1996-2000.  
art 20 (suite) : décorations. 1997-2000.  
art 21 : activités protocolaires. 1998.  
art 21 (suite) : lois de finances. 1997-1999.  
art 22-26 : fonction publique et coopération administrative internationale. 1996-2000.  
art 27-34 : réforme de l'État. 1994-2000.  
art 35-38 : aménagement du territoire, services publics de proximité et délocalisations publiques. 1997-2000.

art 39-42 : collectivités locales. 1996-2000.  
art 42 (suite)-44 : relations avec le Parlement. 1997-2000.  
art 45 : Union européenne. 1997-2000.  
art 45 (suite) : Corse. 1997-2000.  
art 45 (suite) : activités politiques. 1997-2000.

métrage : 15

### **20050513**

Dossiers des conseillers techniques.

art 1 : politique générale, réforme de l'État. 1997-2000  
art 1 (suite) : activités législatives. 1997-2000  
art 2-4 : fonction publique : généralités, déontologie, primes, syndicats. 1997-2000  
art 4 (suite)-6 : encadrement supérieur de la fonction publique. 1997-2000  
art 6 (suite)-7 : fonction publique de l'État. 1997-2000  
art 7 (suite)-9 : fonction publique territoriale. 1996-2000  
art 9 (suite)-10 : instituts régionaux d'administration (IRA). 1997-1999

métrage : 3

## **MICHEL SAPIN (2000-2002)**

### **20050125**

Dossiers de Christophe Chantepy, directeur du cabinet.

art 1-2 : minutiers chronologiques. 2000-2002  
art 2 (suite)-3 : programmation du travail, budget du ministère. 2000-2001  
art 3 (suite)-4 : codification, activités législatives, suivi des recommandations du Médiateur de la République. 2000-2002  
art 4 (suite)-6 : réforme de l'État : comités interministériels, nouvelles technologies, déconcentration et décentralisation, emplois publics. 2000-2002  
art 6 (suite)-12 : fonction publique : emploi précaire, temps de travail, salaires, retraites, carrières et statut, dialogue social. 2000-2002  
art 12 (suite)-13 : École nationale d'administration (ENA) : réforme de la scolarité, fusion avec l'Institut international d'administration publique (IIAP). 1999-2002  
art 13 (suite)-14 : Union européenne et relations internationales. 2000-2002

métrage : 5

### **20050126**

Dossiers de Marie-Barbe Girard, directrice-adjointe du cabinet.

art 1 : minutiers chronologiques. 2000-2002  
art 2-4 : réforme de l'État, qualité de la réglementation, relations avec les usagers, déconcentration et décentralisation. 2000-2002  
art 4 (suite) : fonction publique : égalité hommes-femmes. 2000-2001  
art 4 (suite) : union européenne et relations internationales. 2000-2001

métrage : 1

**20050131**

Dossiers de Christophe Castaner, chef de cabinet.

art 1-3 : minutier chronologique. 2000-2002

art 3 (suite) : politique générale, décorations. 2000-2002

art 3 (suite)-4 : congrès, colloques, manifestations et réunions. 2000-2002

art 4 (suite)-5 : entretiens et déplacements en France métropolitaine. 2002

art 5 (suite)-6 : Union européenne et relations internationales. 2000-2002

métrage : 2

**20050028**

Dossiers de Véronique Wallon, conseillère chargée de la fonction publique.

art 1-4 : négociations salariales, pensions d'invalidité. 1997-2001

art 4 (suite)-5 : résorption de l'emploi précaire. 1999-2002

art 6-9 : aménagement et réduction du temps de travail (ARTT). 1997-2002

art 9 (suite)-10 : congé de fin d'activité. 1997-2000

art 11 : prévention des risques professionnels. 1998-2000

métrage : 4

**20050512**

Dossiers de Geneviève Le Bigot, conseillère en charge de la fonction publique.

art 1 : politique générale, activités législatives. 2000-2001

art 2-4 : fonction publique : généralités, jeunes, formation, handicapés, emplois-jeunes. 2000-2002

art 4 (suite)-5 : encadrement supérieur de la fonction publique. 2000-2002

art 5 (suite)-6 : fonction publique d'État et hospitalière. 2000-2001

art 6 (suite)-7 : fonction publique territoriale. 2000-2001

métrage : 2

**20050040**

Dossiers de Denis Berthomier, conseiller technique en charge de la réforme de l'État.

art 1 : réforme des lois de finances. 2000-2002

art 1 (suite) : gestion de l'emploi publique, questions statutaires, fusion de l'École nationale d'administration (ÉNA) et de l'Institut international d'administration publique (IIAP). 2000-2002

métrage : 1

**20050127**

Dossiers de Godefroy Beauvallet, conseiller chargé des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

art 1 : réforme de l'État, informatique. 2000-2002  
art 1 (suite) : Internet, relations avec les usagers. 2000-2002  
art 1 (suite) : Union européenne. 2000-2001

métrage : 1

#### **20050128**

Dossiers de Jean-Christophe Toulon, conseiller parlementaire puis chef-adjoint de cabinet.

art 1 : réponses aux questionnaires parlementaires, lois de finances de 2001 et 2002. 2001-2002

métrage : 1

#### **20050129**

Dossiers d'Alain Bergougnieux, chargé de mission auprès du ministre.

art 1 : orientations générales, réforme de l'État. 2000-2002

art 1 (suite) : fonction publique : fusion de l'École nationale d'administration (ÉNA) et de l'Institut international d'administration publique (IIAP). 2000-2001

art 1 (suite) : Union européenne et relations internationales. 2001

métrage : 1

#### **20050130**

Dossiers de Vanessa Parodi, conseillère technique chargée des relations avec la presse.

art 1 : réforme de l'État, relations avec les usagers, nouvelles technologies, fonction publique. 2000-2002

art 1 (suite)-2 : déplacements en France métropolitaine. 2000-2002

art 2 (suite)-3 : Union européenne et voyages à l'étranger. 2000-2002

métrage : 1

### **JEAN-PAUL DELEVOYE (2002-2004)**

#### **20080670**

Dossiers de Jean-François Rocchi, directeur du cabinet. 2002-2004

art 1-3 : minutiers chronologiques.

art 3 (suite)-8 : fonction publique, réforme des retraites.

métrage : 3

#### **20090072**

Dossiers de Fabien Métayer, attaché parlementaire de 2002 à 2003, puis chef-adjoint de cabinet chargé des relations avec le Parlement de 2003 à 2004.

Interventions, correspondances :

Art. 1 : ministres, ministres délégués, secrétaires d'État.  
Art. 1 (suite)-5 : sénateurs.  
Art. 5 (suite)-16 : députés.  
Art. 16 (suite) : députés européens.  
Art. 16 (suite)-17 : conseils régionaux.  
Art. 17 (suite)-18 : conseils généraux.  
Art. 18 (suite)-21 : communes.

métrage : 7

#### **20080690**

Dossiers de Jacques Fanouillaire, conseiller diplomatique.

Art. 1 : fonction publique, Union européenne, coopération, politique extérieure.  
2001-2004  
Art. 1 (suite)-4 : relations bilatérales, dossiers par pays. 2002-2004

métrage : 1

#### **20090071**

Dossiers de Philippe Caïla, conseiller technique pour le budget, la réforme budgétaire, les retraites et les rémunérations des fonctionnaires.

Art. 1-4 : budget, finances. 2002-2004  
Art. 5-22 : fonction publique : réforme des retraites, gestion des emplois, statuts, dialogue social et salaires. 2001-2004  
Art. 22 (suite)-25 : loi organique relative aux lois de finances (LOLF), réforme de l'État. 2002-2004  
Art. 25 (suite)-27 : aménagement du territoire. 2002-2004

métrage : 9

### **RENAUD DUTREIL (2004-2005)**

#### **20090353**

Dossiers de Laurent Fleuriot, directeur du cabinet. 2002-2005

art.1 : organisation du travail ministériel. 2002-2004  
art.1(suite)-2 : fonction publique. 2003-2005  
art.3 : réforme de l'Etat. 2004-2005

métrage : 1

#### **20090350**

Dossiers de Patricia Balme, conseillère chargée de la communication et des relations avec la presse. 2003-2005

art.1 : déplacements. 2004-2005  
art.1(suite) : activités. 2004-2005

art.1(suite) : stratégie de communication. 2004-2005  
art.1(suite) : fonction publique. 2004-2005  
art.1(suite) : réforme de l'État. 2003-2005

métrage : 1

#### **20090358**

Dossiers d'Elisabeth Vital-Durand, conseillère parlementaire. 2004-2005  
art 1-7 : législation.

métrage : 2

#### **20090356**

Dossiers de Grégoire Parmentier, conseiller technique chargé des statuts et du suivi de la fonction publique. 2002-2005.

art.1 : législation. 2002-2004  
art.2 : statuts. 2003-2004  
art.2(suite) : suivi de la fonction publique. 2003-2005

métrage : 1

#### **20090357**

Dossiers d'Emmanuel Rochas, conseiller technique chargé des rémunérations, des retraites et de la formation professionnelle. 2002-2005

art.1-4 : fonction publique. 2002-2005  
art.4(suite) : amélioration des relations avec les usagers. 2004-2005

métrage : 1

### **ERIC WOERTH, SECRETAIRE D'ETAT (2004-2005)**

#### **20090328**

Dossiers de Philippe Court (2004-2005) et d'Anne-Gabrielle Heilbronner-Lahoud (2005), directeurs du cabinet. 2002-2005.

art 1 : organisation. 2004-2005  
art 2-7 : dossiers thématiques. 2003-2005  
art 2 : législation et réglementation. 2003-2005.  
art 3 : études et réflexions. 2003-2005  
art 3 (suite) : évaluation des politiques publiques. 2003-2005  
art 4-5 : réforme de l'administration. 2004-2005  
art 6 : administration électronique. 2002-2005  
art 7 : simplification administrative. 2003-2005  
art 7 (suite) : amélioration des relations avec les citoyens. 2003-2005

Métrage : 2

**20090355**

Dossiers de Sophie Morin, chef du cabinet chargée des relations avec le Parlement.

art.1-2 : minutiers chronologiques départ et arrivée.

Métrage : 1

**20090354**

Dossiers de Géraldine Menasché, chargée de mission en charge de la simplification administrative. 2004-2005.

art.1 : minutier chronologique.

art.1(suite)-2 : dossiers thématiques : législation, simplifications administratives, réforme de l'administration, administration électronique, charte Marianne.

Métrage : 1

**20090359**

Dossiers de Valérie Ségué, conseillère technique chargée du benchmarking. 2002-2005.

art.1-4 : organisation : fonds pour la réforme de l'État, déplacements, entretiens. 2002-2005.

art.4(suite)-5 : dossiers thématiques : évaluation des politiques publiques, réforme de l'administration, administration électronique, simplifications administratives, études internationales. 2003-2005.

Métrage : 2

**CHRISTIAN JACOB (2005-2007)****20100235**

Dossiers de Vincent Soetemont, directeur-adjoint du cabinet.

Art. 1 : Formation professionnelle et mobilité. 2005-2006

Art. 2 : Loi du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique. 2006-2007

métrage : 1

**20100238**

Dossiers de Catherine Kucklick, conseillère auprès du ministre en charge des questions statutaires.

Art. 1 : Statut, rémunération, recrutement, laïcité.

métrage : 1



**20100236**

Dossiers de Valérie Séguy, conseillère technique en charge du budget, des effectifs et des négociations salariales.

Art. 1-4 : Projets de loi de finances. 2005-2006

Art. 4 (suite) : Commission permanente de la modernisation des services publics. 2006

métrage : 1

**20100237**

Dossiers de Michel Lartail, conseiller technique en charge de l'encadrement supérieur, de la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et compétences, de l'Observatoire de l'emploi public et des mutuelles.

Art. 1 : Minutier chronologique, amiante, mutuelles. 2005-2007

métrage : 1

**ERIC WOERTH, FRANÇOIS BAROIN, ANDRE SANTINI,  
GEORGES TRON ET FRANÇOIS SAUVADET (2007-2012)**

Entre 2007 et 2012, la Fonction publique a relevé du périmètre du ministère des Finances à Bercy (Budget, comptes publics et fonction publique).

Les archives de ces cabinets ministériels ont donc été collectées par le Service des archives économiques et financières (SAEF).

**MARYLISE LEBRANCHU (2012-2016)****20170392**

Secrétariat particulier.

Art. 1-17 : Entretiens et rendez-vous de la ministre. 2012-2016

Métrage : 6

**20170428**

Dossiers du Secrétariat particulier. 2012-2016

Art. 1-7 : Minutiers chronologiques. 2012-2016

Art. 7 suite-15 : Déplacements. 2012-2016

Art. 15 suite-21 : Dossiers thématiques. 2012-2015

Métrage : 7

**20180150**

Dossiers de Serge Bossini, Laurent de Jekhowsky et Jean-Yves Raude, successivement directeurs du cabinet. 2012-2016

Art. 1-11 : Fonctionnement du cabinet.

Art. 11 (suite)-28 : Dossiers thématiques.

-Art. 11 (suite)-18 : Décentralisation, modernisation de l'action publique et collectivités territoriales.

-Art. 18 (suite)-25 : Fonction publique.

-Art. 25 (suite)-28 : Finances publiques et locales.

Métrage : 9

**20180307**

Dossiers de Guillaume Denis et de Jonathan Morice, conseillers en charge des collectivités territoriales. 2012-2016

Art. 1 : Fonctionnement du cabinet.

Art. 2-12 : Politique de décentralisation.

Art. 12 (suite)-18 : Dossiers thématiques.

Métrage : 6

**20190018**

Secrétariat des conseillers, dossiers de Myriam Bernard, directrice-adjointe du cabinet ; de Pierre Bergès, conseiller budgétaire puis directeur adjoint du cabinet ; et des conseillers et conseillers techniques collectivités territoriales, réforme territoriale et réforme de l'Etat. 2012-2016

Art. 1-4 : Directeurs-adjoints du cabinet. 2013-2016

Art. 5-9 : Conseillers et conseillers techniques. 2012-2016

Métrage : 3

**20190080**

Dossiers de Sophie Leuret, conseillère en charge de la fonction publique puis conseillère sociale, puis de Ghislain Deriano, conseiller en charge de la fonction publique et des relations entre l'Etat et les collectivités territoriales. 2012-2015

Art. 1-2 : Fonctionnement.

Art. 3-7 : Gestion des ressources humaines.

Art. 7 (suite)-9 : Affaires sociales.

Art. 9 (suite)-11 : Réforme de l'Etat.

Métrage : 4

## **ANNICK GIRARDIN (2016-2017)**

### **20180668**

Dossiers du secrétariat particulier. 2016-2017

Art. 1-6 : Minutiers chronologiques.

Art. 7-26 : Entretiens et déplacements.

Art. 27-29 : Communications en Conseil des ministres.

Métrage : 2

### **20180669**

Dossiers de François Romaneix, directeur du cabinet, et d'Eddie Aït, conseiller spécial puis directeur-adjoint du cabinet. 2016-2017

Art. 1-23 : Activités de cabinet.

Art. 24-29 : Relations institutionnelles.

Art. 30-55 : Dossiers thématiques.

Métrage : 5

### **20180670**

Dossiers de Myriam Bernard, directrice-adjointe puis directrice du cabinet. 2016-2017

Art. 1-7 : Minutiers chronologiques.

Art. 8-11 : Entretiens et déplacements.

Métrage : 1

### **20180695**

Dossiers de Marc Gazave, conseiller pour la fonction publique de l'État, les questions budgétaires et transversales, puis conseiller pour la fonction publique de l'État, la fonction publique hospitalière, les questions budgétaires et transversales. 2016-2017

Art. 1-7 : Activités de cabinet.

Art. 8-21 : Législation et travail parlementaire.

Art. 22-33 : Pilotage et politique de la fonction publique.

Art. 34-61 : Dossiers thématiques.

Métrage : 3

### **20180696**

Dossiers de Séverine de Sousa, conseillère pour la fonction publique territoriale. 2016-2017

Art. 1-3 : Activités de cabinet.

Art. 4-22 : Fonction publique territoriale.

Art. 23-35 : Outre-mer.

Métrage : 2

**20190697**

Dossiers de Sybille Mert, conseillère diplomatique, et de Michel Champredon, conseiller diplomatique et chargé de la fonction publique territoriale. 2016-2017

Art. 1-5 : Activités de cabinet.

Art. 6-13 : Coopération internationale.

Art. 14-19 : Fonction publique et administration territoriale.

Métrage : 1

**20180698**

Dossiers de Valérie Beneat-Marlier, conseillère pour la fonction publique hospitalière. 2016-2017

Art. 1-2 : Activités de cabinet.

Art. 3-5 : Fonction publique hospitalière.

Métrage : 1

**20180699**

Dossiers d'Olympio Kyprianou-Perrimond, conseiller technique en charge des relations avec les élus et le Parlement. 2016-2017

Art. 1-6 : Activités de cabinet.

Art. 7-27 : Travail parlementaire et législation.

Métrage : 2

**THIERRY MANDON, SECRETAIRE D'ETAT (2014-2015)**

**20170345**

Dossiers de Célia Vérot, directrice du cabinet. 2014-2015

Art. 1-2 : Minutier chronologique.

Art. 2 suite-3 : Activités de cabinet.

Art. 3 suite-10 : Réforme de l'Etat.

Art. 11-18 : Simplifications administratives.

Métrage : 6

**20180040**

Dossiers de travail du secrétariat particulier, de la direction de cabinet et de la chefferie de cabinet. 2014-2015

Art. 1-8 : Secrétariat particulier.

Art. 9-11 : Direction du cabinet.  
Art. 12-13 : Chefferie de cabinet.

Métrage : 4

#### **20180507**

Dossiers de travail des conseillers du cabinet. 2014-2015

Art. 1-4 : Dossiers de travail de Boris Jamet-Fournier, conseiller numérique et participation.

Art. 5-10 : Dossiers de travail de Sonia Baudry, conseillère simplifications.

Art. 10-11 : Dossiers de travail de Mireille Colas, conseillère performance et économies.

Art. 11 (suite) : Dossiers de travail de Muriel Métivet, conseillère réforme de l'Etat.

Métrage : 4

### **CLOTILDE VALTER, SECRETAIRE D'ETAT (2015-2016)**

#### **20190203**

Dossiers des membres du cabinet. 2015-2016

Art. 1-2 : Secrétariat particulier. 2015-2016

Art. 2 suite-12 : François Hamet, directeur du cabinet. 2015-2016

Art. 12 suite-15 : Pascal Otheguy, directeur adjoint du cabinet. 2015-2016

Art. 15 suite-17 : Thomas Rémond, chef de cabinet. 2015-2016

Art. 17 suite-18 : Muriel Métivet, conseillère réforme de l'Etat. 2015-2016

Art. 18 suite : Boris Jamet Fournier, conseiller numérique. 2015

Art. 19 : Sonia Baudry, conseillère simplification, entreprises et particuliers. 2015

Art. 19 suite : Mireille Colas, conseillère performance et économies. 2015-2016

Métrage : 6

### **JEAN-VINCENT PLACE, SECRETAIRE D'ETAT (2016-2017)**

#### **20190361**

Dossiers de travail des membres du cabinet. 2016-2017

Art. 1-5 : Secrétariat particulier.

Art. 6-9 : Nicolas Bouillant, directeur du cabinet.

Art. 9 (suite) : Laurent Dutheil, directeur-adjoint du cabinet.

Art. 10-11 : Chefferie du cabinet.

Art. 11 (suite)-12 : Laure Lechatellier, conseillère spéciale.

Art. 12 (suite)-13 : Sonia Baudry, conseillère simplification.

Art. 13 (suite) : Mireille Colas, conseillère performance et économies.

Métrage : 4

## FORMATION PROFESSIONNELLE

### Ministres et secrétaires d'Etat chargés de la Formation professionnelle (1973-1984)

12 avril 1973-27 février 1974: Paul DIJOURD, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

8 juin 1974-12 janvier 1976: Paul GRANET, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Formation professionnelle).

12 janvier 1976-25 août 1976: Jean-Pierre SOISSON, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Formation professionnelle).

3 avril 1978-2 octobre 1980: Jacques LEGENDRE, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail et de la participation (Formation professionnelle).

2 octobre 1980-21 mai 1981: Jacques LEGENDRE, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Formation professionnelle).

23 juin 1981-17 juillet 1984 : Marcel RIGOUT, ministre de la Formation professionnelle.

La formation professionnelle a ensuite été comprise dans les attributions du ministre du Travail et de l'Emploi (gouvernement de Laurent Fabius, gouvernement d'Edouard Balladur...) ou a donné lieu à la création d'un secrétariat d'Etat spécifique, dont le rattachement a varié selon les gouvernements (auprès du ministre de l'Education nationale, du ministre des Affaires sociales et de l'Emploi...).

Le chercheur se reportera donc également aux états des versements des ministères correspondants.

### **PAUL DIJOURD (1973-1974), PAUL GRANET (1974-1976) ET JEAN-PIERRE SOISSON (1976)**

#### **19800407**

Cabinets de Paul Dijourd (avril 1973-février 1974), Paul Granet (juin 1974-janvier 1976) et Jean-Pierre Soisson (janvier-août 1976), secrétaires d'Etat chargés de la formation professionnelle.

art 1 : législation: préparation des lois du 3 décembre 1966, du 31 décembre 1968 et du 16 juillet 1971 sur la formation professionnelle, documentation. 1972-1976

art 2, 5-7, 9-11: cotes vacantes.

art 3, 8, 12-25 : actions nationales, par département ministériel, par région: notes, réunions, projets législatifs et réglementaires. 1971-1976

art 26-33 : relations avec des organismes de formation professionnelle, par ordre alphabétique. 1972-1976

art 33-35 : correspondance de membres du cabinet, par ordre chronologique. 1974-1976

métrage : 10

## **MARCEL RIGOUT (1981-1984)**

### **19870371**

art 1-4: dossiers du cabinet par thème. 1981-1984

art 4-13: actions de formation professionnelle: par thème, par département ministériel, par région. 1981-1984

art 14-15: comité de gestion et commission paritaire du fonds de la formation professionnelle, groupe permanent de hauts fonctionnaires de la formation professionnelle: comptes rendus. 1981-1984

art 19-20: budget 1982 à 1984. 1981-1983

art 20-22: relations avec les syndicats, les organisations professionnelles et l'association du centre universitaire de coopération économique et sociale. 1981-1984

métrage : 7



## FRANCOPHONIE

### LUCETTE MICHAUX-CHEVRY (1986-1988)

20 mars 1986-10 mai 1988 : Lucette Michaux-Chevry, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de la francophonie

#### 19910782

art 1-6: dossiers de Jean-Paul Bolufer, directeur du cabinet  
art 6-7: dossiers de Jean-Francois de Canchy, conseiller technique  
art 7-11: dossiers de Jacques Ménard-Dorin, conseiller technique  
art 11: dossiers de Dominique Martin-Saint-Léon, chargé de mission  
art 12-21: dossiers de Nicole Relier, chargée de mission  
art 21: dossiers de Thibault de Sade, chargé de mission  
art 21-23: dossiers de Marianne Lecrivain, attachée parlementaire

métrage : 8

## **INFORMATION ET COMMUNICATION**

### Ministres et secrétaires d'Etat chargés de l'Information et de la Communication (1958-1992)

17 mai 1958-1<sup>er</sup> juin 1958: Albert GAZIER, ministre de l'Information.

7 juillet 1958-8 janvier 1959: Jacques SOUSTELLE, ministre de l'Information.

8 janvier 1959-5 février 1960: Roger FREY, ministre de l'Information.

5 février 1960-24 août 1961: Louis TERRENOIRE, ministre de l'Information.

24 août 1961-14 avril 1962: Christian de LA MALENE, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'Information.

14 avril 1962-11 septembre 1962: Alain PEYREFITTE, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'Information.

11 septembre 1962-28 novembre 1962: Christian FOUCHET, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Information.

28 novembre 1962-8 janvier 1966: Alain PEYREFITTE, ministre de l'Information.

8 janvier 1966-1er avril 1967: Yvon BOURGES, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'Information.

6 avril 1967-31 mai 1968: Georges GORSE, ministre de l'Information.

31 mai 1968-10 juillet 1968: Yves GUENA, ministre de l'Information.

10 juillet 1968-20 juin 1969: Joël LE THEULE, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'Information.

5 juillet 1972-28 mars 1973: Philippe MALAUD, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la Fonction publique et des services de l'information.

2 avril 1973-23 octobre 1973: Philippe MALAUD, ministre de l'Information.

23 octobre 1973-27 mai 1974: Jean-Philippe LECAT, ministre de l'Information.

### Ministres et secrétaires d'Etat chargés de la Communication

Voir pour ces archives l'Etat des versements du Ministère de la Culture.

3 avril 1978-21 mai 1981: Jean-Philippe LECAT, ministre de la Culture et de la communication.

21 mai 1981-22 mars 1983: Georges FILLIOUD, ministre de la Communication.

22 mars 1983-12 mars 1986: Georges FILLIOUD, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des Techniques de la communication.

20 mars 1986-10 mai 1988: André SANTINI, ministre délégué chargé de la Communication.

10 mai 1988-23 juin 1988: Catherine TASCA, ministre délégué chargé de la Communication.

28 juin 1988-15 mai 1991: Catherine TASCA, ministre délégué chargé de la communication.

16 mai 1991-2 avril 1992 : Georges KIEJMAN, ministre délégué à la Communication.

Ces attributions sont désormais exercées par le ministre de la Culture.

### **Versements aux Archives nationales**

#### **MINISTERE DE L'INFORMATION (1918-1940)**

Les archives du ministère de l'Information sont principalement conservées dans la sous-série F<sup>41</sup> des Archives nationales. Toutefois, on trouvera également aux Archives nationales un versement issu du ministère de l'Information, qui fait partie des archives restituées par la Russie à la France en 2000.

Ce versement, comme toutes les « archives rapatriées de Moscou », a suivi l'histoire mouvementée du XX<sup>e</sup> siècle : confisquées par les troupes d'occupation allemandes en 1940, elles furent transférées en Allemagne puis récupérées par les troupes russes en 1945, et transférées en URSS.

#### **20000415**

art 1-3 : dossiers du Service de la radiodiffusion, 1937-1940.

art 4-18 : revues de la presse française et étrangère, 1936-1940.

art 19 : documents de la presse française, 1940.

art 20-39 : exemplaires de divers journaux et brochures, 1918-1940.

Métrage : 13

#### **MINISTRES DE L'INFORMATION (1937-1981)**

Les archives du ministère de l'Information ont été en grande partie versées par le Service juridique et technique de l'information (SJTI, devenu aujourd'hui la Direction générale des médias et des industries culturelles, DGMIC), qui occupait les mêmes locaux au 69 rue de Varenne. Les versements pour la période antérieure à 1981 ne respectent donc pas nécessairement la répartition des fonds par ministre ou par secrétaire d'Etat.

Le courrier départ (lettres) du cabinet du ministre de l'Information pour la période septembre 1944-décembre 1957 est conservé sous la cote F<sup>41</sup> 2726-2787 et F<sup>41</sup> 2902-2905, tandis que le courrier départ (notes) pour la période février 1945-novembre 1957 est conservé sous la cote F<sup>41</sup> 2881-2901.

#### **20144649**

Art. 1 : Album rendant compte de la campagne de communication organisée par le ministère de l'Information sur le thème du relèvement national, intitulée « Retroussons nos manches ». 1945

Métrage : 1 album

#### **19820061**

art 1-55 : correspondance active des ministres et des secrétaires d'Etat chargés de l'information: 1957-1974.

art 56-65 : correspondance active du comité interministériel pour l'information (CII) et du Service juridique et technique de l'information (SJTI): 1969-1974.

métrage : 10

#### **19850434**

art 1-7 : préparation et exécution des budgets du ministère de l'information, du secrétariat d'Etat à l'information, du ministère de la communication: 1956-1981.

métrage : 2

#### **19930055**

Dossiers documentaires.

art 1-2: nominations des ministres et secrétaires d'Etat chargés de l'information de la Libération à 1978 ; budget (loi de finances 1961, 1962, 1968) ; organisation, fonctionnement, statuts des services chargés de l'information : 1959-1969 ; personnel : nominations, statuts 1960-1962 ; introduction de la publicité à la télévision 1967-1969 ; réorganisation des structures 1969. 1959-1969

métrage : 1

#### **19860074**

art 1 : activités de l'OTAN en matière d'information: 1949-1962

art 2-3, 5 : défense nationale et information: divers (dont organisation de l'information en cas de guerre ou de tension: 1937-1963, activités de la commission interministérielle d'action psychologique: 1949-1960, protection du secret: 1952-1968, protection des postes de radiodiffusion et de télévision: 1953-1959)

art 3 : politique relative à la presse et à la radiodiffusion en Afrique du Nord, en Algérie notamment: 1954-1963.

art 4 : documentation du service de documentation extérieure et du contre-espionnage (SDECE): 1959-1968.

art 6 : contrôle du cinéma et de l'information dont brouillages: 1952-1962.

art 6 : affaires secrètes: 1946-1969.

métrage : 2

#### **449 AP 28-53**

Activités de Louis Terrenoire, ministre de l'Information (1960-1961) : notes, correspondance, suivi de la RTF, censure cinématographique, discours, voyages à l'étranger...

#### **20010086<sup>5</sup>**

Cabinet d'Alain Peyrefitte, ministre de l'Information de 1962 à 1966.

art 1-57 : activités du ministre : correspondance, Conseils des ministres, conseils et comités interministériels, emploi du temps, réceptions, déplacements officiels, relations publiques, questions parlementaires, interventions. 1962-1967

art 58-67 : fonctionnement du cabinet et du ministère de l'information : minutier chronologique de Jean-Jacques de Bresson, directeur de cabinet, rapports d'activité, budget. 1961-1966

art 68-168 : information : information recueillie dans les ministères, sondages, activités du Service de liaison et d'information interministériel (SLII), relations avec les journalistes, relations avec la presse, revue de presse. 1960-1967

art 169-212 : activités de la radiodiffusion et télévision française, création de l'Office de radiodiffusion et de télévision française (ORTF), tutelle de l'ORTF, problèmes de la télévision. 1958-1967

art 213-228 : stations périphériques (Europe n°1, Radio Luxembourg, Radio des vallées d'Andorre, Radio et télé Monte-Carlo). 1961-1966

art 229-230 : cinéma. 1962-1965

art 231 : audiovisuel. 1962-1966

art 232-241 : élections présidentielles de 1965. 1965-1966

art 242-259 : autres activités du cabinet. 1962-1966

## **GEORGES FILLIOUD (1981-1986)**

#### **19860468**

art 1-3 : dossiers de demandes de subventions au secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication (classement par ordre alphabétique): 1983-1985

métrage : 1

#### **19910617**

art 1: agendas et préparation des conseils des ministres: 1981-1986

art 2-5: activités du ministre: déplacements, allocutions, correspondance active et passive: 1981-1986

art 6-12: correspondance active et passive des conseillers et chargés de mission au cabinet, par nom de personne: 1981-1986

art 13-20: courrier central: correspondance active du cabinet, par ordre chronologique: 1981-1986

---

<sup>5</sup> Le fonds Peyrefitte a été remis aux Archives nationales peu avant la mort d'Alain Peyrefitte, accompagné par un protocole. Il a ensuite été organisé en plusieurs versements correspondant aux différentes fonctions ministérielles qu'il a occupées au fil de sa carrière (Information, Justice...).

art 21-22: préparation du budget du ministère et du secteur public audiovisuel: 1982-1986

art 22-23: relations internationales: participation aux instances européennes et internationales (CEE, ONU, UNESCO): 1982-1985

métrage : 8

### **19920052**

art 1-11: télévision: relations avec les sociétés de programme et de production télévisée. 1980-1986

art 12-17: tutelle sur les sociétés et établissements de diffusion et production: télédiffusion de France (TDF- art 12-13), société française de production (SFP- art 14-15), institut national de l'audiovisuel (INA- art 15-17) :1980-1986

art 17: Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA) et Haute autorité de la communication audiovisuelle (HACA): installation, nomination de membres, rapports et avis : 1981-1986

art 17-25: participation de l'Etat aux activités des sociétés du secteur audiovisuel: participations financières, modes nouveaux de diffusion, nouvelles technologies: SOFIRAD (art 17), satellite, y compris négociations entre la France et le Luxembourg (art 18), satellite tdf1 (art 18-19), câble (art 20-21), secteur de la publicité (art 22-23), conseils d'administration de l'établissement constructeur de l'opéra Bastille (art 23), télématique (bilan de l'expérience de Vélizy et télétexte Antiope) et télévision à haute définition (art 24), expérience URBA 2000 (nouvelles technologies en milieu urbain- art 25) :1977-1986

art 26: service de la redevance de l'audiovisuel, organisation et fonctionnement : 1982-1985

métrage : 9

### **19920053**

art 1-3: législation et réglementation de l'audiovisuel: préparation de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle. modification: loi du 23 décembre 1985. législation connexe: loi du 6 juillet 1986 (décentralisation), loi du 11 juillet 1985 (archives judiciaires, enregistrement de procès) :1980-1985

art 4-10: contenu des programmes audiovisuels: langue française, grandes causes nationales, communication sociale (handicapés, personnes âgées, immigrés), campagnes électorales : 1976-1986

art 10: communication audiovisuelle dans les DOM-TOM: législation (loi du 12 juillet 1983) ; installations techniques ; état d'urgence en Nouvelle-Calédonie (décret du 10 janvier 1985) :1981-1985

art 11: droits d'auteur et droits voisins: loi du 3 juillet 1985 modifiant la loi du 11 mars 1957, préparation : 1981-1985

art 12-20: relations avec les organismes et professions de l'audiovisuel: questions de personnel (syndicats, conventions collectives), conditions de production, technologie (videotex, vidéographie), mesures d'audience, statuts du service d'observation des programmes (SOP) et du centre d'étude de l'opinion (CEO), devenu Médiamétrie, indice audimat : 1981-1986

métrage : 7

**19920146**

art 1-9: presse, journaux et périodiques, notamment: préparation et application de la loi du 23 octobre 1984 sur la concentration, la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse; prix du papier journal; aides publiques aux journaux (aides fiscales, tarifs postaux); messageries; presse télématique; syndicats et associations professionnels: 1981-1986

art 10-11: Radio-France, conseils d'administration et création des radios locales décentralisées: 1981-1986

art 12-13: radios locales privées: loi du 9 novembre 1981, problèmes de financement, autorisation de la publicité (loi du 1<sup>er</sup> août 1984); création et fonctionnement de la commission consultative des radios locales privées; répression des infractions de diffusion: 1981-1986

métrage : 4

# PLAN ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, POLITIQUE DE LA VILLE

## Ministres et secrétaires d'État chargés du Plan

Parce qu'à la Libération la création d'un ministère du Plan aurait eu un caractère dirigiste déjà suffisamment exprimé par les nationalisations, le Commissariat général du Plan fut rattaché à la Présidence du Conseil, jugée la plus apte à coordonner l'élaboration et l'application des programmes de développement.

Toutefois, dans la période des grands investissements d'équipement et de productivité, le Commissariat a été rattaché au ministère des Finances (de juillet 1954 à mai 1962), où il travaillait en liaison avec le FDES (Fonds de développement économique et social).

Le Premier ministre reprit sa tutelle directe par le décret du 10 mai 1962, puis délégua ses pouvoirs au ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire d'avril 1967 à juillet 1972 (Raymond MARCELLIN- avril 1967-mai 1968, Olivier GUICHARD- juin 1968-juin 1969, André BETTENCOURT- juin 1969-juillet 1972), puis de septembre 1976 à mars 1977 (Jean LECANUET).

De 1981 à 1986, Michel ROCARD fut ministre d'État chargé du Plan et de l'aménagement du territoire (mai 1981-mars 1983), puis Jean LE GARREC secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (chargé du Plan, de la planification décentralisée et de l'économie sociale dans le troisième cabinet Mauroy, mars 1983-juillet 1984); Gaston DEFFERRE reprit dans le gouvernement Fabius le titre de ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire (juillet 1984-mars 1986).

De 1986 à 1988 (cabinet Chirac), Hervé DE CHARETTE fut ministre délégué chargé de la Fonction publique et du Plan.

En 1988 Lionel STOLERU fut nommé secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé du Plan (cabinet Rocard). En mai 1991 (cabinet Cresson), Michel DELEBARRE devint ministre d'Etat, ministre de la Ville et de l'aménagement du territoire.

## Ministres et secrétaires d'État chargés de l'Aménagement du territoire

14 avril 1962-16 mai 1962: Maurice SCHUMANN, ministre délégué auprès du Premier ministre pour l'Aménagement du territoire.

6 avril 1967-31 mai 1968: Raymond MARCELLIN, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.

31 mai 1968-20 juin 1969: Olivier GUICHARD, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.

20 juin 1969-5 juillet 1972: André BETTENCOURT, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.



5 juillet 1972-12 juillet 1972: Olivier GUICHARD, ministre de l'Équipement, du logement et de l'aménagement du territoire

12 juillet 1972-27 février 1974: Olivier GUICHARD, ministre de l'Aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme.

27 février 1974-27 mai 1974: Olivier GUICHARD, ministre d'État, ministre de l'Aménagement du territoire, de l'équipement et des transports.

27 mai 1974-25 août 1976: Michel PONIATOWSKI, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, chargé de l'Aménagement du territoire.

25 août 1976-29 mars 1977: Jean LECANUET, ministre d'État, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.

29 mars 1977-26 septembre 1977: Jean-Pierre FOURCADE, ministre de l'Équipement et de l'aménagement du territoire.

29 mars au 8 juin 1977: Paul DIJOUR, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Équipement et de l'aménagement du territoire (Aménagement du territoire).

26 septembre 1977-31 mars 1978: Fernand ICART, ministre de l'Équipement et de l'aménagement du territoire.

21 mai 1981-22 mars 1983: Michel ROCARD, ministre d'État, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire.

24 mars 1983-19 juillet 1984 : Jean LE GARREC, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du Plan, de la planification décentralisée et de l'économie sociale

19 juillet 1984-20 mars 1986: Gaston DEFFERRE, ministre d'État, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire.

20 mars 1986-10 mai 1988: Pierre MÉHAIGNERIE, ministre de l'Équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

10 mai 1988-23 juin 1988: Roger FAUROUX, ministre de l'Industrie, du commerce extérieur et de l'aménagement du territoire.

10 mai 1988-23 juin 1988: Jacques CHÉRÈQUE, ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, du commerce extérieur et de l'aménagement du territoire, chargé de l'Aménagement du territoire et des reconversions.

28 juin 1988-15 mai 1991: Jacques CHÉRÈQUE, ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, chargé de l'Aménagement du territoire et des reconversions.

10 mai 1988-15 mai 1991 : Lionel STOLERU, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du Plan

17 mai 1991-2 avril 1992: Michel DELEBARRE, ministre d'État, ministre de la Ville et de l'aménagement du territoire et André LAIGNEL, secrétaire d'État à la Ville et à l'aménagement du territoire.

2 avril 1992-29 mars 1993: André LAIGNEL, secrétaire d'État à l'Aménagement du territoire auprès du Premier Ministre.

29 mars 1993-16 mai 1995 : Daniel HOEFFEL, ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, chargé de l'aménagement du territoire et des collectivités locales

7 novembre 1995-2 juin 1997 : Jean-Claude GAUDIN, ministre de l'Aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration

4 juin 1997-9 juillet 2001 : Dominique VOYNET, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement

10 juillet 2001-5 mai 2002 : Yves COCHET, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement

7 mai 2002-31 mars 2004 : Jean-Paul DELEVOYE, ministre de la Fonction publique, de l'aménagement du territoire et de la réforme de l'État

30 mars-14 avril 2004 : Philippe BRIAND, secrétaire d'État à l'Aménagement du territoire

14 avril 2004-31 mai 2005 : Frédéric de SAINT-SERNIN, secrétaire d'État à l'Aménagement du territoire, auprès du ministre de l'Équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer

2 juin 2005-15 mai 2007 : Christian ESTROSI, ministre délégué à l'Aménagement du territoire auprès du ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire

18 mars 2008-23 juin 2009 : Hubert FALCO, secrétaire d'État à l'Aménagement du territoire, auprès du ministre de l'Écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire

23 juin 2009-15 novembre 2010 : Michel MERCIER, ministre de l'Espace rural et de l'aménagement du territoire

15 novembre 2010-10 mai 2012 : Bruno LE MAIRE, ministre de l'Agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire

16 mai 2012-31 mars 2014 : Cécile DUFLOT, ministre de l'Égalité des territoires et du logement

2 avril 2014-11 février 2016 : Sylvia PINEL, ministre du Logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité

11 février 2016-10 mai 2017 : Jean-Michel BAYLET, ministre de l'Aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales

17 mai-19 juin 2017 : Richard FERRAND, ministre de la Cohésion des territoires

21 juin 2017-16 octobre 2018 : Jacques MEZARD, ministre de la Cohésion des territoires

Depuis le 16 octobre 2018 : Jacqueline GOURAULT, ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales

Selon les gouvernements sous la V<sup>e</sup> République, l'aménagement du territoire est un ministère de plein exercice, un ministère délégué ou un secrétariat d'État. Les rattachements institutionnels ont également été variables : auprès du Premier ministre, auprès du ministre de l'Intérieur ou du ministre de l'Écologie et du développement durable (autrefois ministre de l'Équipement). Selon les cas, cette thématique peut être associée à d'autres attributions : ruralité, logement, politique de la ville ou encore relations avec les collectivités territoriales.

Le chercheur veillera donc à consulter les états des versements de ces différents ministères afin de disposer de l'ensemble des informations nécessaires.

### **Versement aux Archives nationales**

#### **OLIVIER GUICHARD (1968-1969)**

##### **19920269**

Dossiers de Jean-Marie Arbelot, conseiller technique au ministère de l'Industrie (1966-1968), puis conseiller technique au cabinet d'Olivier Guichard, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé du plan et de l'aménagement du territoire (1969)

art 1: politique économique et sociale 1967; aménagement du territoire 1966-1969; réforme régionale 1969.

#### **MICHEL ROCARD (1981-1983)**

##### **19860075**

Dossiers de Jean-François Merle, chef de cabinet. 1981-1983

art 1-8, 16: courrier, réponses aux interventions et questionnaires parlementaires

art 9-12: planification: IX<sup>e</sup> plan

art 12-15 : aménagement du territoire

art 17-20 : interventions et activités de Michel Rocard (dossiers de presse)

métrage : 4

##### **19870103<sup>6</sup>**

Art. 1 : Dossiers d'Isabelle Massin, conseillère technique : programme de travail du gouvernement et planification. 1981-1982

---

<sup>6</sup> Il s'agit d'un versement effectué par la DATAR, mais qui contient dans le premier carton des dossiers du cabinet Rocard.

**19950252**

Dossiers de Dominique Perreau, chargé de mission puis conseiller technique.  
art 1-5: coopération franco-africaine, relations internationales, organismes d'analyse économique; commission de réforme de la planification, groupe environnement international  
IX<sup>e</sup> plan: par thèmes, principalement relations internationales. 1980-1983.

métrage : 2

**19970008**

Dossiers de Pierre Pringuet, conseiller technique.

art 1 : correspondance active de Michel Rocard et de Pierre Pringuet. 1981-1983  
art 2 : politique extérieure : voyage de Michel Rocard, entretiens et réceptions. 1981-1982  
art 2 (suite)-3 : XI<sup>e</sup> plan : préparation, préparation du débat national sur l'énergie, préparation des contrats de plan Etat-régions. 1980-1983  
art 3 (suite)-4 : audiovisuel, industries agricoles et alimentaires, commerce extérieur, marché intérieur et entreprises en difficulté. 1981-1984  
art 5-6 : préparation des contrats de plan État-entreprises publiques, relations avec des entreprises, lettres A à S. 1982

métrage : 2

**JEAN LE GARREC (1983-1984)****19860324**

art 1-3 : IX<sup>e</sup> plan: politique régionale d'aménagement du territoire: dossiers par région: 1981-1982

métrage : 1

**GASTON DEFFERRE (1984-1986)****19860116**

Dossiers de Michel Chappat, conseiller technique 1982-1985

art 1-4 : législation; questions parlementaires: 1982-1985  
art 5 : Michel Chappat, conseiller technique: notes de cabinet: 1984-1985  
art 5-6 : activités du ministre; du maire de Marseille: 1984-1985  
art 6-7 : voyages du président de la République: 1984-1985  
art 8-10 : IX<sup>e</sup> plan: rapport d'exécution ; contrats de plan: 1984-1985  
art 10-12 : politique industrielle: restructurations, pôles de conversion: 1983-1985  
art 12-19 : délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR): organisation comités et financement; politique urbaine, comités et

commissions; tourisme, aménagement du littoral; aménagement du littoral; relations internationales: 1984-1985

art 19-21 : élargissement de la CEE; politique régionale européenne: 1984-1985

art 21-23 : transports: législation; transports ferroviaires et routiers; transports aériens: 1982-1985

art 23-25 : techniques de la communication audiovisuelle; cartographie; dossiers par zone géographique et par département ministériel: 1984-1985

art 26 : organisation du cabinet, interventions, documentation: 1984-1985

métrage : 4

### **19860489**

Dossiers de Didier Minot, conseiller technique.

art 1-31: activités de la délégation à l'aménagement du territoire (DATAR): 1984-1986

métrage : 5

### **19890515**

art 1 : courrier adressé par la DATAR (délégué, directeur, chargés de mission) au cabinet de Gaston Defferre, ministre d'État chargé du plan et de l'aménagement du territoire :juillet 1984-avril 1985

art 2 : courrier signé par Gaston Defferre, ministre d'État chargé du plan et de l'aménagement du territoire concernant l'aménagement du territoire :août 1984-avril 1985

métrage : 1

### **19900560**

art 1-10 : courrier (minutiers chronologiques délégués, directeurs, chargés de mission) au cabinet de Gaston Defferre ministre d'État chargé du plan et de l'aménagement du territoire : 1967-1988

métrage : 3

### **19960290**

Dossiers de Frédéric Thiriez, directeur du cabinet.

art 1 : chrono ; relations entre Gaston Defferre et Jacques Sallois, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR); DATAR ; IX<sup>e</sup> plan : 1984-1986

art 2 : IX<sup>e</sup> plan (suite) : 1984-1985

art 3 : IX<sup>e</sup> plan (suite); comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT); centre d'étude des revenus et des coûts (CERC); dossiers par région ou par ville : 1984-1986

art 4 : dossiers par région ou par ville (suite); dossier par thème; rapport Oheix; URBA 2000; conseil national de l'information géographique (CNIG) : 1981, 1984-1986

art 5 : conférence internationale sur l'arbre et la forêt, silva; centre mondial informatique et ressource humaine (CMI) : 1981, 1984-1986

art 6 : projet informatique; décentralisation: demandes d'agrément; politique européenne; investissements étrangers; image de la France aux États-Unis : 1982, 1984-1986

métrage : 2

## **JACQUES CHÉRÈQUE (1988-1991)**

### **19930010**

art 1-4: chronos de Jacques Chérèque. 1988-1991

art 4-5: chronos de Jean-Yves Gilet et Jean-Pierre Aubert, directeurs du cabinet. 1988-1991

métrage : 2

### **20020230**

Enregistrement de la correspondance de Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions. 1988-1991

art 1-2 : correspondance active

art 3-8 : correspondance passive

métrage : 1

## **MICHEL DELEBARRE (1991-1992)**

### **19950498**

Dossiers de Philippe Citroën et de Jean-Bernard Lafonta, conseillers techniques.

art 1-7: aménagement du territoire

-art 1: courrier; discours; IX<sup>e</sup> plan; budget de l'aménagement du territoire.

-art 2: instruments d'aide à l'aménagement du territoire: du conseil national de l'aménagement du territoire à la DATAR. décentralisation par établissement public.

-art 3: décentralisation par entreprise publique. réflexion PME-PMI: activités. régions : Bassin parisien à Lorraine

-art 4: régions (suite): Nord-Pas-de-Calais à Pays de la Loire. départements

-art 5: communes: Angers à Saint-Nazaire

-art 6: communes (suite) : Strasbourg à Tulle ; environnement; communauté économique européenne

-art 7: investissements étrangers; coopération.

métrage : 2

## **ANDRE LAIGNEL (1991-1993)**

**19980259**

art. 1 : Gestion du cabinet : engagement des dépenses, frais de déplacement, frais de mission, achats d'ouvrages - formulaires et registres 1991-1993.

métrage : 1

## **JEAN-CLAUDE GAUDIN (1995-1997)**

**20000522**

art 1-2 : élaboration du schéma national d'aménagement et de développement du territoire (SNADT). 1995-1997

art 2 (suite) : préparation et déroulement du comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT) du 10 avril 1997 ; mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville ; discours de Jean-Claude Gaudin ; plaquette de présentation du programme ville vie vacances. 1993-1997

métrage : 1

## **JEAN-PAUL DELEVOYE (2002-2004)**

**20080670**

Dossiers de Jean-Francois Rocchi, directeur du cabinet. 2002-2004

art 1-3 : minutiers chronologiques.

art 3 (suite)-8 : fonction publique, réforme des retraites.

métrage : 3

**20090072**

Dossiers de Fabien Métayer, attaché parlementaire de 2002 à 2003, puis chef-adjoint de cabinet chargé des relations avec le Parlement de 2003 à 2004.

Art.1-21 : Interventions, correspondances :

-Art. 1 : ministres, ministres délégués, secrétaires d'État.

-Art. 1 (suite)-5 : sénateurs.

-Art. 5 (suite)-16 : députés.

-Art; 16 (suite) : députés européens.

-Art. 16 (suite)-17 : conseils régionaux.

-Art. 17 (suite)-18 : conseils généraux.

-Art. 18 (suite)-21 : communes.

métrage : 7

**20080690**

Dossiers de Jacques Fanouillaire, conseiller diplomatique.

Art. 1 : fonction publique, Union européenne, coopération, politique extérieure. 2001-2004

Art. 1 (suite)-4 : relations bilatérales, dossiers par pays. 2002-2004

métrage : 1

## **20090071**

Dossiers de Philippe Caïla, conseiller technique pour le budget, la réforme budgétaire, les retraites et les rémunérations des fonctionnaires.

Art. 1-4 : budget, finances. 2002-2004

Art. 5-22 : fonction publique : réforme des retraites, gestion des emplois, statuts, dialogue social et salaires. 2001-2004

Art. 22 (suite)-25 : loi organique relative aux lois de finances (LOLF), réforme de l'État. 2002-2004

Art. 25 (suite)-27 : aménagement du territoire. 2002-2004

métrage : 9

## **MICHEL MERCIER (2009-2010)**

### **20120199**

Cabinet de Michel Mercier, ministre de l'Espace rural et de l'aménagement du territoire de juin 2009 à novembre 2010. 2009-2010

Art. 1-4 : Secrétariat particulier du ministre.

Art. 5-13 : Dossiers d'Étienne Guyot, directeur du cabinet.

Art. 14-21 : Dossiers de Patrick Martinez, chef du cabinet.

Art. 22-25 : Dossiers de Catherine de Menthière, conseillère en charge de l'espace rural.

Art. 26 : Dossiers de Vincent Roberti, conseiller en charge de la réforme territoriale et des politiques urbaines.

Art. 27-28 : Interventions et décorations.

Métrage : 9



# PLAN DE RELANCE

## PATRICK DEVEDJIAN (2008-2010)

Suite à la crise économique de 2008, le Gouvernement Français mit en place un plan de relance qui fut présenté en décembre 2008 par Nicolas Sarkozy, président de la République.

Avec un coût de départ estimé à 26 milliards d'euros sur deux ans, il avait pour but de relancer l'économie française en soutenant, par diverses mesures, la production et l'investissement, le secteur du bâtiment et du logement, le secteur de l'automobile, ainsi que l'emploi et les ménages modestes.

Afin de veiller à la bonne exécution de ce plan et à la gestion des crédits qui y étaient consacrés, Patrick Devedjian fut nommé ministre auprès du Premier ministre, chargé de la mise en œuvre du plan de relance par le décret du 5 décembre 2008. Ses attributions furent définies quelques jours plus tard par le décret du 11 décembre 2008. Il assumait cette fonction jusqu'en novembre 2010.

Le plan de relance contribua à limiter les effets de la crise économique mondiale sur l'économie française, mais se traduisit par un coût important (34 milliards d'euros au lieu des 26 initialement prévus), suite à la mise en place de mesures complémentaires, telles que des aides aux ménages les plus exposés à la crise.

### Versements aux Archives nationales

#### 20130164

Cabinet de Patrick Devedjian, ministre auprès du Premier ministre, chargé de la mise en œuvre du Plan de relance de 2008 à 2010. 2008-2010

Art.1-9 : Dossiers du secrétariat particulier (réunions, entretiens et déplacements du ministre).

Art.10-18 : Dossiers versés par le bureau du cabinet (minutier chronologique et interventions).

Art.19-20 : Dossiers de Michel Jau, directeur du cabinet.

Art.20-26 : Dossiers des conseillers.

Métrage : 9

#### 20160445

Dossiers bureautiques des membres du cabinet. 2008-2010

Art. 1-83 : Dossiers géographiques.

Art. 84-154 : Dossiers thématiques.

-Art. 84-86 : Interventions du ministre et communication.

-Art. 87-120 : Relations avec les élus et le Parlement.

-Art. 121-124 : Origines et mise en œuvre du plan de relance.

-Art. 125-141 : Economie, finances et emploi.

-Art. 142-148 : Rénovation urbaine.

-Art. 149-154 : Affaires européennes et internationales.

Volume : 962 Mo

## **PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT**

Le porte-parole du gouvernement exerce en France une responsabilité centrale dans le fonctionnement du gouvernement : défendre, expliquer, promouvoir l'action conduite par le gouvernement. Il est pour cela en charge de trois missions essentielles :

- Porter dans le débat public la voix du gouvernement : le porte-parole est amené à s'exprimer régulièrement sur l'ensemble des domaines d'action et des sujets d'actualité ;
- Rendre compte chaque mercredi du Conseil des ministres, rappeler le sens et remettre en perspective les réformes engagées ;
- Relayer au quotidien, auprès des ministres et des acteurs de la majorité, les informations relatives à la politique gouvernementale, à ses objectifs et à ses résultats, afin que chacun puisse la soutenir, au-delà de ses champs d'attributions et d'implication directe.

La fonction de porte-parole, que l'on retrouve dans la plupart des autres grandes démocraties, a la spécificité en France d'être assurée par un membre du gouvernement. Cela confère à ce rôle une dimension politique forte, puisque le porte-parole est lui-même engagé et comptable de la politique conduite par l'ensemble du gouvernement.

Le porte-parole du gouvernement étant titulaire d'un portefeuille ministériel (ex. Budget, Education, Agriculture, ministères sociaux...), les archives des porte-paroles du gouvernement sont à rechercher dans les archives du ministère correspondant.

Dans quelques cas, la fonction peut être dévolue à un ministre ou à un secrétaire d'Etat rattaché au Premier ministre. Ce fut par exemple le cas de Laurent Wauquiez en 2007-2008. C'est également la situation qui prévaut depuis 2017, avec successivement Christophe Castaner (par ailleurs secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement, 2017), Benjamin Griveaux (2017-2019) et Sibeth Ndiaye (depuis 2019).

### **LAURENT WAUQUIEZ, SECRETAIRE D'ÉTAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT (2007-2008)**

**20150249**

Enregistrements audiovisuels. 2007-2008

Art. 1-20 : Participation à des émissions télévisées.

Art. 21-24 : "Boucles TV".

Art. 25-47 : Interventions publiques du porte-parole du gouvernement.

Métrage : 1

## **PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS**

Le secrétariat d'État chargé de la Prévention des risques naturels et technologiques majeurs a été créé en juillet 1984 (gouvernement de Laurent Fabius). Supprimé entre 1986 et 1988, il réapparaît en 1989.

Le décret du 20 juillet 1988 définit les missions du secrétariat d'État : « Le secrétaire d'État chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs assure la coordination de l'ensemble des actions concernant la prévention des risques majeurs d'origine technologique ou naturelle. Il a pour mission d'apprécier ces risques, de définir, en liaison avec les ministres compétents, les moyens de les prévenir, et de proposer les mesures propres à en atténuer les effets. »

19 juillet 1984-20 mars 1986 : Haroun Tazieff, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la Prévention des risques naturels et technologiques majeurs

23 juin 1988-29 mars 1989 : Gérard Renon, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Environnement et de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs

29 mars 1989-16 mai 1991 : Brice Lalonde, secrétaire d'État puis ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Environnement et de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs

Le ministère est supprimé en mai 1991 (gouvernement d'Edith Cresson), et ses attributions sont reprises par le ministère en charge de l'Environnement, Brice Lalonde étant alors promu ministre de l'Environnement.

Le chercheur se reportera donc également à l'Etat des versements du Ministère de l'Ecologie et du Développement durable (ex-Equipement).

### **HAROUN TAZIEFF (1984-1986)**

#### **19910005**

art 1: organisation et fonctionnement du secrétariat d'Etat, conférences de presse, revues de presse sur diverses catastrophes survenues dans le monde, études et rapports sur certaines zones à risque : 1984-1986

## PROSPECTIVE ET DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

Éric Besson est nommé le 18 mai 2007 secrétaire d'État en charge de la Prospective et de l'évaluation des politiques publiques dans le gouvernement de François Fillon, Premier ministre.

Le décret d'attribution du 12 juin 2007 précise : « il anime et coordonne, par délégation du Premier ministre, le travail du Gouvernement en matière de prospective et d'évaluation des politiques publiques. Il conduit des travaux de prospective permettant d'identifier et de mesurer l'impact des grandes évolutions en France et à l'étranger, notamment dans le domaine économique et social, en liaison avec les ministres intéressés. (...) Il suit et promeut les travaux d'évaluation des politiques publiques destinés à apprécier leur efficacité en comparant leurs résultats aux objectifs poursuivis et aux moyens mis en oeuvre. Il contribue à l'élaboration des méthodes d'évaluation et veille au développement des pratiques d'évaluation. Il est associé à la revue des programmes des politiques publiques mise en oeuvre par le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique. »

Ces compétences sont élargies le 18 mars 2008 au développement de l'économie numérique. Ses fonctions prennent fin le 15 janvier 2009.

Il est remplacé à cette date par Nathalie Kosciusko-Morizet, nommée secrétaire d'État en charge de la Prospective et du développement de l'économie numérique.

Le décret du 2 février 2009 précise ses attributions :

« Elle anime et coordonne le travail du Gouvernement en matière de prospective et de développement de l'économie numérique.

Elle conduit des travaux de prospective permettant d'identifier et de mesurer l'impact des grandes évolutions en France et à l'étranger, notamment dans le domaine économique et social, en liaison avec les ministres intéressés. Elle identifie les bonnes pratiques mises en oeuvre pour s'y préparer et favorise leur expérimentation en France.

Pour le compte du Premier ministre et en liaison avec les ministres intéressés, elle prépare la politique du Gouvernement pour le développement de l'économie numérique, qui comprend notamment les réseaux, les équipements, les usages et les contenus numériques. En particulier, elle propose les mesures permettant de favoriser le développement des services de l'internet, en ce qui concerne notamment l'accès à ces services, leur usage et les contenus. Elle veille à la mise en oeuvre de cette politique. »

Depuis 2010, le secrétariat d'Etat en charge du Numérique est rattaché au ministère de l'Economie et des finances à Bercy.

### Ministres et secrétaires d'Etat en charge du Numérique

Éric Besson, secrétaire d'État en charge de la Prospective, de l'évaluation des politiques publiques et du développement de l'économie numérique (18 mai 2007-15 janvier 2009)

Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'État en charge de la Prospective et du développement de l'économie numérique (15 janvier 2009-14 novembre 2010)

Éric Besson, ministre délégué en charge de l'Industrie, de l'énergie et de l'économie numérique (14 novembre 2010-10 mai 2012)

Fleur Pellerin, ministre déléguée aux PME, à l'innovation et à l'économie numérique (16 mai 2012-31 mars 2014)

Axelle Lemaire, secrétaire d'État en charge du Numérique et de l'innovation (9 avril 2014-27 février 2017)

Christophe Sirugue, secrétaire d'État en charge du Numérique et de l'innovation (27 février-10 mai 2017)

Mounir Mahjoubi, secrétaire d'Etat chargé du Numérique, d'abord auprès du Premier ministre (17 mai 2017-16 octobre 2018) puis auprès du ministre de l'Économie et des finances et du ministre de l'Action et des comptes publics (16 octobre 2018-27 mars 2019)

Cédric O, secrétaire d'Etat chargé du Numérique, auprès du ministre de l'Économie et des finances et du ministre de l'Action et des comptes publics (31 mars 2019-

## **ÉRIC BESSON (2007-2009)**

### **20110046**

Dossiers du secrétariat particulier.

Art. 1-4 : économie numérique. 2008

Art. 4 suite-6 : révision générale des politiques publiques. 2007-2008

Art. 6 suite : loi de modernisation de l'économie. 2007-2008

Métrage : 2

### **20110044**

Dossiers de Vincent Champain, directeur du cabinet.

Art. 1 : minutiers chronologiques. 2007-2009

Art. 1 suite-3 : politique générale et activités de cabinet. 2007-2008

Art. 3 suite-11 : évaluation et révision des politiques publiques. 2007-2008

Art. 11 suite-14 : prospective. 2007-2008

Art. 14 suite-15 : économie numérique. 2008

Art. 15 suite-18 : politique économique et sociale. 2007-2008

Métrage : 6

### **20110045**

Dossiers de Benoît Guillo, conseiller.

Art. 1 : voyages du secrétaire d'État. 2007-2008

Art. 1 suite-2 : évaluation et révision des politiques publiques. 2007-2008

Art. 2 suite-3 : affaires sociales. 2007-2008

Art. 3 suite-5 : activités sportives. 2007-2008

Art. 5 suite : Union pour la Méditerranée. 2007-2008

Métrage : 2

## **NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET (2009-2010)**

**20120276**

Cabinet de Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'État en charge de la Prospective et du développement de l'économie numérique de janvier 2009 à novembre 2010. 2009-2010

Art. 1 : Dossiers du secrétariat particulier.

Art. 2 : Dossiers de Marie-Claire Daveu, directrice du cabinet.

Art. 3-23 : Dossiers de Valérie Coccozza, chef de cabinet.

Métrage : 8

## QUESTIONS SOCIALES EN ALGERIE

### NAFISSA SID-CARA (1959-1962)

Par décret du Président de la République du 23 janvier 1959, Nafissa Sid-Cara, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre dans le cabinet de Michel Debré (1959-1962), a été chargée des questions sociales en Algérie et de l'évolution du statut personnel de droit musulman.

Ce versement comprend également des dossiers concernant son activité au sein du Mouvement de solidarité féminine Algérie-Sahara dont elle a été présidente de 1959 à 1964, ainsi que des pièces de sa correspondance privée de 1959 à 1967. L'ensemble de ces documents a été retrouvé en 1983 dans le bureau des Services du Premier ministre que Nafissa Sid-Cara a occupé après son départ du Gouvernement.

### 19830229

art 1: personnel du cabinet; voyages; Algérie: enseignement de la langue arabe dans le premier degré; réforme de la justice musulmane: 1959-1962

Algérie.

art 2: statut civil local: réforme de la législation matrimoniale, emploi et formation des jeunes, action sociale en faveur de la jeunesse: 1959-1962

art 3: recrutement et formation de français musulmans dans la fonction publique: 1959-1962

art 4: promotion sociale; statut du personnel hospitalier et équipement hospitalier: 1959-1962

art 5: documentation: 1957-1962

art 6-8: mouvement de solidarité féminine Algérie-Sahara: 1958-1964

art 9: correspondance particulière de Nafissa Sid-Cara: 1959-1967

métrage : 2



## **RAPATRIÉS**

C'est le 24 août 1961 qu'est créé un secrétariat d'Etat aux rapatriés, avec à sa tête Robert Boulin. Lui succède en 1962 un ministère délégué auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés (Alain Peyrefitte). Entre 1963 et 1964, François Misoffe est à la tête d'un ministère des rapatriés (de plein exercice) nouvellement créé. A partir de 1964 et jusqu'en 1981 cependant, les services et les attributions de ce ministère sont transférés au ministère de l'Intérieur.

C'est en mai 1981 qu'est de nouveau institué un secrétariat d'Etat chargé des rapatriés, confié à Raymond Courrière (qui resta à ce poste jusqu'en 1986). D'abord placé auprès du Premier ministre, il est rattaché à partir du 24 mars 1983 au ministère des Affaires sociales et de la solidarité nationale.

Du 20 mars 1986 au 28 septembre 1987, un secrétariat d'Etat aux Rapatriés est confié à André Santini. Puis, ce dernier considérant sa tâche achevée, ses ultimes dossiers sont transmis à Camille Cabana, ministre délégué auprès du Premier ministre par ailleurs déjà en charge de la Réforme administrative.

Après le 10 mai 1988, la question des rapatriés est d'abord confiée au ministre des Affaires sociales et de l'emploi (du 10 mai au 23 juin 1988) secondé par un ministre délégué chargé de la Famille, des droits de la femme, de la solidarité et des rapatriés (Georgina Dufoix), puis à partir de 1991 au ministère des Affaires sociales et de l'intégration secondé d'un secrétariat d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés (Laurent Cathala).

A partir de 1993, ces questions sont confiées à Roger Romani, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Sénat et des rapatriés. A compter de 1995 et depuis cette date, aucun membre du gouvernement n'a eu dans sa titulature officielle la charge des affaires relatives aux rapatriés.

### **Versements aux Archives nationales**

#### **RAYMOND COURRIERE (1981-1986)**

##### **19870443**

art 1-28: correspondance active: 1981-1986

métrage : 9

##### **19880162**

art 1-9 : reportages photographiques sur les conditions de vie des Français musulmans rapatriés. 1981-1982

496 diapositives et 15 photographies.

**19880163**

art 1-21, 35, 61 : politique du Secrétariat d'État chargé des rapatriés. 1982-1984  
art 22-34, 64-65 : reportages audiovisuels sur les conditions de vie des Français musulmans rapatriés. 1981-1982  
art 36-60, 62-63, 66-68 : enregistrements d'émissions destinées aux Français musulmans rapatriés. 1980-1985

37 cassettes audio et 31 vidéocassettes.

**19910281**

art 1: organisation et politique avant 1981: 1975-1980; politique en faveur des rapatriés après mai 1981, 1981-1985 ; budget: 1981-1984; personnel: 1984-1985; relations avec les autres ministères: 1981-1984.  
art 2: préparation des lois: 1971-1984 ; art 2-3: organisation et organismes: 1978-1986; art 4: statistiques: 1966-1984  
art 4-5: prêts: 1980-1986; art 5-6: indemnisation: 1950-1986; art 7: retraites: 1978-1986; art 8: logement: 1975-1985; art 8-9: formation et insertion sociale: 1974-1985.  
art 9: autres actions du ministère: 1970-1985; associations de rapatriés: 1976-1985.  
art 10: documents transmis par les services des renseignements généraux.

métrage : 3

**ANDRE SANTINI ET CAMILLE CABANA (1986-1988)****19930166**

art 1-8: dossiers de Camille Cabana: réunions de ministres, comités interministériels, déplacements et interventions publiques, dossiers par thème et par ministère (bureau d'ordre du cabinet) :1986-1988  
art 8-12: dossiers de Pierre Montdésert, directeur du cabinet: réforme administrative et rapatriés :1986-1988  
art 13-22: dossiers de conseillers techniques. réforme administrative: Patricia Laplaud (art 12-16), Georges Berthu (art 16-17), Jean Ganiage (art 17-18), Philippe Ritter (art 20-21), Serge Ruel (art 21), Xavier Patier et Roland Denis (art 22). rapatriés: Bertrand Leroy et Yves Kodderritzsch (art 22) :1986-1988

métrage : 7

**ROGER ROMANI (1993-1995)****19980027**

art 1-4 : chronos du cabinet du ministre délégué aux relations avec le sénat chargé des rapatriés - français musulmans rapatriés - endettement - associations. 1993-1995

métrage : 1

**20180203**

Dossiers de travail des membres du cabinet, relatifs aux rapatriés. 1993-1995

Art. 1-2 : Fonctionnement du cabinet.

Art. 2 (suite)-3 : Dossiers thématiques.

Métrage : 1

## RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Le ministère chargé des Relations avec le Parlement a été créé sous la IV<sup>e</sup> République et institutionnalisé sous la V<sup>e</sup> République.

**Ses origines sont à chercher dans le Gouvernement d'Alger créé en 1943** et constitué de commissaires (Comité français de la libération nationale, présidé par le général de Gaulle). Le général de Gaulle éprouve en effet le besoin, dans le cadre du rétablissement de la légalité républicaine (1943-1944), d'établir un Commissariat d'État chargé des Rapports avec l'Assemblée consultative provisoire, puis avec l'Assemblée consultative, en la personne d'André Philip<sup>7</sup>. Le Commissariat d'État est ensuite supprimé jusqu'en 1954, date à laquelle il réapparaît, dans le gouvernement Mendès-France, sous la forme d'un secrétariat d'État.

Son existence est épisodique entre 1954 et 1961 (cabinets Mendès-France, Mollet et Bourguès-Maunoury). Plusieurs cabinets de la fin de la IV<sup>e</sup> République et du début de la V<sup>e</sup> République ne comprennent pas de secrétaire d'État spécifiquement chargé des Relations avec le Parlement, mais il faut noter la présence de ministres ou de secrétaires d'État sans portefeuille placés auprès du Président du Conseil, dont les missions étaient peut-être proches de celles d'un secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement.

**L'institutionnalisation du ministère a lieu en 1961**, avec la nomination de Louis Terrenoire<sup>8</sup> dans le cabinet Debré (1961-1962). C'est avec lui que se met en place pour la première fois l'union entre la charge de porte-parole du gouvernement et celle des relations avec le Parlement.

Après 1961, les ministres, ministres délégués ou secrétaires d'État (l'appellation est fluctuante selon les circonstances et les personnalités nommées) se succèdent sans discontinuer jusqu'à nos jours.

On notera, entre 1969 et 1974, la présence, aux côtés des ministres de plein exercice (Roger Frey, Jacques Chirac, Joseph Comiti et Hubert Germain), d'un ou plusieurs secrétaires d'État en charge des mêmes attributions.

Par ailleurs, entre 1993 et 1995, le ministère des relations avec le Parlement a été scindé en deux ministères délégués, l'un chargé de l'Assemblée nationale (Pascal Clément), l'autre du Sénat (Roger Romani). Cette scission ne s'est pas reproduite depuis.

Le ministère ou le secrétariat d'État chargé des Relations avec le Parlement est systématiquement rattaché, depuis son origine, au Président du Conseil et, depuis 1958, au Premier ministre.

---

<sup>7</sup> André Philip (1902-1970). Député socialiste du Rhône de 1936 à 1940, il fit partie des 80 parlementaires qui refusèrent de voter les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940. En 1942, il rejoignit de Gaulle à Londres. Après la guerre, il fut ministre de l'Économie et des Finances (1946-1947).

<sup>8</sup> Louis Terrenoire (1908-1992), journaliste, résistant dès 1940, secrétaire du Conseil national de la résistance en 1943, déporté, député de l'Orne (1945-1973) ; ministre de l'Information (1960-1961), puis ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, porte-parole du général de Gaulle.

## Ministres et secrétaires d'Etat depuis 1943

<b>Nom</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Gouvernement</b>	<b>Dates</b>
André Philip	Commissaire d'État chargé des rapports avec l'Assemblée consultative provisoire Puis Commissaire d'État chargé des Rapports avec l'Assemblée consultative	1/Gouvernement d'Alger (Comité français de la libération nationale, présidé par le général de Gaulle) 2/ devenu le 3 juin 1944 le Gouvernement provisoire de la République française 3/puis le Gouvernement De Gaulle	9 novembre 1943-26 août 1944  26 août-10 septembre 1944
René Billières	Secrétaire d'État à la Présidence du Conseil, chargé des Relations avec les Assemblées et de la Fonction publique	Pierre Mendès-France	12 novembre 1954-23 février 1955
Georges Guille	Secrétaire d'État à la Présidence du Conseil, chargé des Relations avec les assemblées et de l'Énergie atomique	Guy Mollet	31 janvier 1956-21 mai 1957
Georges Galy-Gasparrou	Secrétaire d'État à la Présidence du Conseil, chargé des Relations avec les assemblées	Maurice Bourgès-Maunoury	17 juin 1957-6 novembre 1957
Louis Terrenoire	Ministre délégué chargé des Relations avec le Parlement	Michel Debré	24 août 1961-14 avril 1962
Roger Dusseaulx	Ministre délégué auprès du Premier ministre pour les relations avec le Parlement	Georges Pompidou	14 avril-16 mai 1962
Pierre Dumas	Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (et ajout du Tourisme et de la promotion sociale du 20 mars 1963 au 8 janvier 1966)	Georges Pompidou	16 mai 1962-5 avril 1967
Roger Frey	Ministre d'État chargé des Relations avec le Parlement (dispose à ses côtés de 1969 à 1971 de deux secrétaires d'État, Jacques Limouzy et Jean-Louis Tinaud)	Georges Pompidou  Maurice Couve de Murville	6 avril 1967-31 mai 1968 10 juillet 1968-20 juin 1969 22 juin 1969-7 janvier 1971
Jacques Limouzy	Secrétaire d'État auprès du ministre chargé des relations avec le Parlement	Jacques Chaban-Delmas	22 juin 1969-6 juillet 1972
Jean-Louis Tinaud	Secrétaire d'État auprès du ministre d'État chargé des Relations avec le Parlement	Jacques Chaban-Delmas	20 juin 1969-6 juillet 1972
Jacques Chirac	Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (dispose à ses côtés de deux secrétaires d'État, Jacques Limouzy et Jean-Louis Tinaud)	Jacques Chaban-Delmas	7 janvier 1971-6 juillet 1972

Robert Boulin	Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement	Pierre Messmer	6 juillet 1972-2 avril 1973
Joseph Comiti	Ministre chargé des Relations avec le Parlement (dispose d'un secrétaire d'État, Olivier Stirn)	Pierre Messmer	5 avril 1973-27 février 1974
Hubert Germain	Ministre chargé des Relations avec le Parlement (dispose d'un secrétaire d'État, Olivier Stirn)	Pierre Messmer	1 <sup>er</sup> mars 1974-28 mai 1974
Olivier Stirn	Secrétaire d'État auprès du ministre chargé des relations avec le Parlement	Pierre Messmer	5 avril 1973-28 mai 1974
René Tomasini	Secrétaire d'État auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement)	Jacques Chirac	28 mai 1974-25 août 1976
Robert Boulin	Ministre chargé des relations avec le Parlement	Raymond Barre	25 août 1976-29 mars 1977
Christian Poncelet	Secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé des Relations avec le Parlement	Raymond Barre	1 <sup>er</sup> avril-26 septembre 1977
André Bord	Secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé des Relations avec le Parlement	Raymond Barre	26 septembre 1977-6 avril 1978
Jacques Limouzy	Secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement	Raymond Barre	6 avril 1978-22 mai 1981
André Labarrère	Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement	Pierre Mauroy Laurent Fabius	22 mai 1981-20 mars 1986
André Rossinot	Ministre chargé des relations avec le Parlement	Jacques Chirac	20 mars 1986-12 mai 1988
Jean Poperen	Ministre chargé des relations avec le Parlement	Michel Rocard Édith Cresson	12 mai 1988-4 avril 1992
Martin Malvy	Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement,	Pierre Bérégovoy	4 avril-2 octobre 1992
Louis Mermaz	Ministre des relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement	Pierre Bérégovoy	2 octobre 1992-30 mars 1993
Pascal Clément	Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec l'Assemblée nationale	Édouard Balladur	30 mars 1993-16 mai 1995
Roger Romani	Ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Relations avec le Sénat Puis ministre des Relations avec le Parlement	Édouard Balladur  Alain Juppé	30 mars 1993-16 mai 1995  17 mai 1995-2 juin 1997
Daniel Vaillant	Ministre des Relations avec le Parlement	Lionel Jospin	4 juin 1997-29 août 2000
Jean-Jack Queyranne	Ministre des Relations avec le Parlement	Lionel Jospin	29 août 2000-5 mai 2002
Jean-François Copé	Secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement	Jean-Pierre Raffarin	6 mai 2002-30 mars 2004
Henri Cuq	Ministre délégué aux Relations avec le Parlement	Jean-Pierre Raffarin  Dominique de Villepin	31 mars 2004-31 mai 2005  31 mai 2005-

			15 mai 2007
Roger Karoutchi	Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement	François Fillon	18 mai 2007-23 juin 2009
Henri de Raincourt	Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement	François Fillon	24 juin 2009-15 novembre 2010
Patrick Ollier	Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement	François Fillon	15 novembre 2010-10 mai 2012
Alain Vidalies	Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement	Jean-Marc Ayrault	16 mai 2012-31 mars 2014
Jean-Marie Le Guen	Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement	Manuel Valls	9 avril 2014-6 décembre 2016
André Vallini	Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement	Bernard Cazeneuve	6 décembre 2016-10 mai 2017
Christophe Castaner	Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement	Edouard Philippe	17 mai 2017-16 octobre 2018
Marc Fesneau	Ministre chargé des Relations avec le Parlement	Edouard Philippe	16 octobre 2018-

## **ANDRE PHILIP (1943-1944)**

### **625 AP 5-8**

Correspondance avec des personnalités (1943-1970) et cahiers de notes manuscrits (s.d.)

## **LOUIS TERRENOIRE (1961-1962)**

### **449 AP 28 et 30**

Activités de Louis Terrenoire, ministre de l'Information (1960-1961) puis ministre délégué auprès du Premier ministre (1961-1962) (dont notes prises en Conseil des ministres)

## **ANDRE LABARRERE (1981-1986)**

### **19910248**

Cabinet d'André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement: 1981-1986.

art 1: composition du cabinet

art 1-2: dossiers des sessions du Parlement

art 2-4: lois de finances

art 5-7: documentation

art 8: courrier.

métrage : 3

## **ANDRE ROSSINOT (1986-1988)**

**19930574**

Dossiers du cabinet et de Didier Maus, directeur du cabinet. 1986-1988

art 1-3: élaboration et suivi des textes législatifs, préparation des sessions parlementaires.

art 4: correspondance active et passive, par ordre chronologique.

art 5: bilans de l'action gouvernementale, discours et interviews d'André Rossinot.

métrage : 2

## **JEAN POPEREN (1988-1992)**

Les archives de Jean Poperen ont été remises au Centre d'histoire du travail à Nantes en 1999.

### **POPJ 74 et POPJ 86**

Ministère des Relations avec le Parlement : courrier, notes, comptes rendus de réunion, textes de loi, discours, bilan de session parlementaire.

## **LOUIS MERMAZ (1992-1993)**

Les archives de Louis Mermaz sont entrées aux Archives nationales en 2014, sous la cote 754 AP (en cours de classement). Elles contiennent quelques dossiers sur les Relations avec le Parlement.

## **PASCAL CLEMENT (1993-1995)**

**19980025**

art 1 : interventions des députés à des propositions de loi. 1993-1995.

métrage : 1



## **ROGER ROMANI (1993-1995)**

**19980027**

art 1-4 : chronos du cabinet du ministre délégué aux Relations avec le Sénat chargé des rapatriés - Français musulmans rapatriés - endettement - associations. 1993-1995

métrage : 1

## **DANIEL VAILLANT (1997-2000)**

Le chercheur se reportera aussi aux versements du cabinet de Jean-Jack Queyranne, qui contiennent des documents de la période 1997-2000.

**20020493**

art. 1-11 : dossiers de séance des conseils des ministres avec annotations manuscrites du ministre. 1997-2000.

métrage : 4

**20090352**

Dossiers d'Yves Colmou, directeur du cabinet.

art 1 : organisation du travail gouvernemental, législation et réglementation, dossiers thématiques. 1997-2000

métrage : 1

**20030276**

Dossiers de Bernard Rullier, directeur-adjoint puis directeur du cabinet.

art 1 : notes signées par Bernard Rullier, classement thématique. 1997-2002.

métrage : 1

**20090349**

Dossiers de François Ambroggiani et Pascal Jailloux, chefs du cabinet. 1997-2000

art 1 : minutiers chronologiques.

art 1 (suite) : collection de notes de conseillers (classement alphabétique).

métrage : 1

## **JEAN-JACK QUEYRANNE (2000-2002)**

**20020492**

Dossiers d'Emmanuèle Plas, directrice-adjointe du cabinet.

art 1-2 : discussion parlementaire, notamment au Sénat, des projets de loi (par ordre chronologique de la promulgation des lois). 1998-2002

art 3 : élections sénatoriales du 23 septembre 2001 – groupe socialiste du Sénat - conférence des présidents du Sénat – notes manuscrites. 1997-2002

métrage : 1

#### **20020569**

Dossiers de Catherine Mathias, chef de cabinet.

art 1 : participation du ministre des Relations avec le Parlement aux journées des groupes parlementaires de la majorité. Déplacements en France et à l'étranger du ministre. 1998-2002

métrage : 1

#### **20020570**

Dossiers de Manuel Lucbert, conseiller auprès du ministre des Relations avec le Parlement.

art 1-3 : dossiers de séance du conseil des ministres. août 2000-décembre 2001

art 3 (suite) : varia. 2000-2001

métrage : 1

#### **20030276**

Dossiers de Bernard Rullier, directeur-adjoint puis directeur du cabinet.

art 1 : notes signées par Bernard Rullier, classement thématique. 1997-2002.

métrage : 1

### **HENRI CUQ (2004-2007)**

#### **20111048**

Art. 1 : Lettres à la signature d'Henri Cuq concernant l'ordre du jour des assemblées parlementaires. 2004-2007

Art. 1 (suite) : Bilan de l'activité parlementaire. 2005-2006

Métrage : 1

## **SAHARA ET OUTRE-MER**

### **LOUIS JACQUINOT (1958-1962)**

Louis Jacquinot fut nommé ministre d'Etat du gouvernement De Gaulle, dernier gouvernement de la IV<sup>e</sup> République (3 juin 1958-7 janvier 1959), puis fut renouvelé dans ses fonctions dans le gouvernement de Michel Debré (1959-1962). En tant que ministre d'Etat, il était en charge de la recherche scientifique mais suivit également les questions constitutionnelles et l'accession à l'indépendance des anciennes colonies de l'Empire français (Bénin, Cameroun, Togo...) (8 janvier 1959-23 août 1961). Il fut ensuite nommé ministre d'Etat, ministre du Sahara, des départements d'outre-mer et territoires d'outre-mer (24 août 1961-13 avril 1962).

Le versement ci-dessous concerne à la fois les activités de François Luchaire comme conseiller technique au cabinet de Maurice Bourgès-Maunoury (ministre de l'Intérieur du gouvernement de Félix Gaillard de novembre 1957 à mai 1958) et au cabinet de Louis Jacquinot, ministre d'Etat de 1958 à 1961. On y trouvera également quelques documents du début des années 1950, période pendant laquelle François Luchaire fut conseiller technique au cabinet de Louis Jacquinot, alors ministre de la France d'outre-mer (1951-1954).

### **Versements aux Archives nationales**

#### **20040095**

Cabinet de Louis Jacquinot, ministre d'Etat, puis ministre d'Etat chargé du Sahara et de l'outre-mer de 1958 à 1962.

art 1-2 : dossiers de François Luchaire, conseiller technique : loi-cadre sur l'Algérie ; révision des articles de la constitution concernant l'Union française ; relations avec le Cameroun, le Maroc, l'Indochine et le Togo ; indépendance de Madagascar et du Mali. 1949-1960.

métrage : 1

# SOLIDARITES ACTIVES CONTRE LA PAUVRETE ET JEUNESSE

## MARTIN HIRSCH (2007-2010)

Martin Hirsch est nommé haut commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté le 18 mai 2007. Il voit ses fonctions élargies le 12 janvier 2009, lorsqu'il devient haut commissaire à la Jeunesse. Il conserve ces fonctions jusqu'à son départ le 22 mars 2010.

Son intitulé de haut commissaire, atypique (ce terme avait été employé autrefois pour désigner les fonctions de Maurice Herzog, haut commissaire à la Jeunesse et aux sports de 1958 à 1963), est à mettre en relations avec la volonté de Martin Hirsch de se situer hors des « codes » régissant la composition du gouvernement, afin de mener à bien un projet, celui du Revenu de solidarité active (RSA). Martin Hirsch est en effet à l'origine du RSA inscrit dans le programme du candidat à la présidence Nicolas Sarkozy et qu'il met en place après une expérimentation dans quatorze départements.

Toutefois, le décret d'attributions de Martin Hirsch, comme les archives produites par son cabinet, démontrent que le haut commissaire faisait pleinement partie du gouvernement : ses attributions étaient plus importantes que celles de nombre de secrétaires d'Etat et équivalentes à celles de certains ministres.

### Versements aux Archives nationales

#### 20120399

Dossiers du secrétariat particulier.

Art. 1-3 : Minutiers chronologiques. 2007-2010

Art. 4-33 : Déplacements en France et à l'étranger et entretiens. 2007-2010

Art. 33 suite-45 : Dossiers thématiques. 2007-2010

- Art. 33 suite-35 : Revenu de solidarité active (RSA). 2007-2010

- Art. 35 suite-40 : Politique sociale. 2007-2010

- Art. 40 suite-42 : Révision générale des politiques publiques (RGPP). 2007-2010

- Art. 43-44 : Jeunesse. 2008-2010

- Art. 44 suite-45 : Vie associative. 2009-2010

- Art. 45 suite : Environnement. 2007-2009

Métrage : 15

#### 20120319

Dossiers de Marianne Duranton et de Jean-Philippe Daniel, chefs de cabinet respectivement de juin 2007 à avril 2008, et d'avril 2008 à mars 2010.

Art. 1-7 : Déplacements du haut commissaire. 2007-2010

Art. 7 suite-12 : Dossiers thématiques. 2007-2010

Art. 12 suite : Fonctionnement du haut commissariat. 2007-2009

Métrage : 4

**20120292**

Dossiers de Jean-Benoît Dujol, chargé de mission, puis conseiller technique de 2007 à 2009.

Art. 1-2 : Activités de cabinet. 2007-2009

Art. 3 : Législation. 2007-2008

Art. 3 suite-4 : Revenu de solidarité active (RSA). 2007-2009

Art. 5 : Politique sociale. 2007-2008

Métrage : 2

**20120377**

Dossiers de Loïc Duroselle et d'Inès Minin, conseillers techniques pour la jeunesse et le service civique, respectivement de janvier à août 2009 et de septembre 2009 à mars 2010.

Art. 1-3 : Politique de la jeunesse et service civique. 2008-2010

Art. 4-6 : Vie associative. 2008-2010

Art. 7 : Détention. 2007-2009

Métrage : 2

**20120382**

Art. 1-10 : dossiers du service des interventions (par ordre numérique). 2007-2010

Métrage : 3

**20130001**

Dossiers de Virginie Magnant et Xavier Moal, conseillers budgétaires respectivement de juin 2007 à août 2009 et de septembre 2009 à mars 2010.

Art. 1-2 : Lois de finances et de règlement. 2007-2009

Art. 2 suite-9 : Revenu de solidarité active. 2007-2009

Art. 9 suite-13 : Politique économique et sociale. 2007-2010

Art. 13 suite-16 : Réforme de l'Etat. 2007-2009

Métrage : 5